



S&P/TSX	11952,14 6,50 (+0,05%)
TSX CROISSANCE	2564,13 8,27 (+0,32%)
QUÉBEC 30	1134,30 3,49 (+0,31%)
DOW JONES	10953,95 89,09 (+0,82%)
DOLLAR	87,68 ¢ US -0,12 ¢

ENFIN, LA BAISSSE DE PRIX

Elle touche 868 produits de la SAQ. Notre chroniqueur Jacques Benoit en vérifie l'ampleur. Page 2

	Châteauneuf-du-Pape Fiole du Pape	Bordeaux rouge Maître d'Estournel	Beaujolais Villages	Combe aux Moines Jadot Touraine JM Monmousseau (mousseux)
Ancien prix	34,25 \$	15,25 \$	17,60 \$	17,55 \$
Baisse \$	-4,50 \$	-1,40	-1,45	-1,35
Baisse %	-13,0 %	-9,0 %	-8,0 %	-7,7 %
Nouveau prix	29,75 \$	13,85 \$	16,15 \$	16,20 \$

L'ex-usine Abbott ferme ses portes: 300 mises à pied
Le fabricant de produits hospitaliers Hospira conserve toutefois son siège social à Saint-Laurent.
PAGE 7

Le meilleur mois en Bourse depuis plus de quatre ans
L'indice S&P/TSX a dépassé les 12 000 points hier, continuant sur sa lancée de janvier.
PAGE 9

Metro a vendu plus de 600 000 sacs écolos
Deux semaines après le lancement, la chaîne manque de sacs bleus réutilisables.
PAGE 6



LE CHIFFRE DU JOUR
67
L'Allemagne a entrepris de relever de 65 à 67 ans l'âge légal de la retraite, plus rapidement que prévu, pour aider son économie à faire face au vieillissement de la population.
Source : AFP

ENTREPRISE À VENDRE ?
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquisition.biz

BCE élimine 4000 emplois

Le géant des télécoms sort l'artillerie lourde pour redresser ses finances

MAXIME BERGERON

TORONTO — Abolition de milliers d'emplois, rachat d'actions, réduction de la dette, transformation d'une partie de ses lignes rurales en fiducie de revenu : BCE a annoncé hier une flopée de mesures visant à améliorer sa santé financière et calmer ses actionnaires.

D'ici la fin de l'année, Bell Canada Enterprises se départira de 3000 à 4000 employés.

« Ce n'est jamais une chose qu'une compagnie aime faire, mais

au moins nous serons capables de faire la moitié de ces coupes par attrition », a indiqué le président et chef de la direction, Michael Sabia, pendant une allocution, à l'occasion de la conférence annuelle d'orientation de l'entreprise.

BCE a déjà aboli 5000 emplois depuis la fin de 2004, par des départs à la retraite. Les nouvelles compressions toucheront un certain nombre de travailleurs québécois, mais la société n'a pu préciser combien.

À l'heure actuelle, BCE emploie 60 000 personnes au pays. La division Bell Canada — le cœur de

l'entreprise — en compte 43 000, dont 17 000 au Québec. C'est cette unité qui sera touchée par les suppressions de postes.

M. Sabia a refusé de répondre aux questions des journalistes au sujet de ces licenciements massifs, filant tout droit vers la sortie après la conférence, qui se déroulait au centre-ville de Toronto.

Ces suppressions d'emplois s'inscrivent dans le vaste plan de restructuration de BCE, appelé « Galilée » par la direction. La société cherche à tout prix à réduire ses coûts de fonctionnement pour

faire face à la concurrence des câblo-distributeurs dans le domaine de la téléphonie locale et aux nouvelles conditions du marché. Depuis trois ans, le titre de l'entreprise fait du surplace et déçoit les investisseurs.

D'ici la fin de 2006, BCE espère être capable de réduire ses coûts de fonctionnement annuels de 1,2 à 1,4 milliard de dollars. Les économies, récurrentes, devraient se chiffrer à 2 milliards l'année suivante, estime la société.

AUTRES TEXTES
en page 3

Trimestre douloureux pour Abitibi-Consolidated et Domtar

FRANCIS VAILLES

Le dollar, l'énergie et la demande. Ces trois mots résument le mal qui ronge l'industrie des pâtes et papier et qui a fait perdre 700 millions de dollars à Domtar et à Abitibi-Consolidated en trois mois.

Hier, les deux entreprises du Québec ont fait part des douloureux résultats du quatrième trimestre terminé le 31 décembre. Abitibi-Consolidated accuse une perte de 355 millions pour le trimestre (81 cents par action) et Domtar, de 348 millions (1,51 \$ par action).

Ces pertes s'expliquent par les importantes restructurations que ces deux sociétés papetières doivent mettre de l'avant pour faire face aux difficultés du marché. Chez Abitibi, on a entre autres fermé les usines de papier de Kenora, en Ontario, de Stephenville, à Terre-Neuve, et la scierie de Champneuf, au Québec.

Les employés sont durement touchés par ces restructurations, les actionnaires également. Abiti-

bi a dû radier son actif de 228 millions de dollars après impôts pour tenir compte de ces fermetures, ce qui explique la plus grande part des pertes de 355 millions.

Chez Domtar, la rationalisation est proportionnellement moins avancée, mais l'entreprise a tout de même dû radier 400 millions de ses livres, au quatrième trimestre. La charge vise la fermeture de l'usine de Cornwall et une partie du complexe de Ottawa-Hull, entre autres, explique l'analyste Frédéric Beausoleil, de la Financière Banque Nationale. Elle ne comprend pas la fermeture temporaire de l'usine de Lebel-sur-Quévillon.

« La communauté financière n'est pas en extase devant ces résultats. Pour l'avenir, c'est clair qu'on a une base très faible, pour Abitibi-Consolidated, mais particulièrement pour Domtar », a dit M. Beausoleil, selon qui il s'agit probablement du pire trimestre à vie pour Domtar.

➔ Voir **RÉSULTATS** en page 4

PERTES COLOSSALES



Pour l'année 2005:
DOMTAR 388 millions
ABITIBI-CONSOLIDATED 350 millions

PHOTO RICHARD LAM, PC



En business AU CHÂTEAU!



Château Bromont
DOMAINE HÔTELIER

www.chateaubromont.com

1 888 BROMONT

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

87,68 ¢US

VARIATION **-0,12** ¢

0,7263 €

VARIATION **+0,0041** €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US **1,1405** \$

UN EURO **1,3769** \$

AUTRES DEVICES

Australie	dollar	0,8596
Chine	renminbi	0,1416
Grande-Bretagne	livre	2,0253
Hong Kong	dollar	0,1472
Inde	roupie	0,0258
Japon	yen	0,0097
Mexique	peso	0,1091
Norvège	couronne	0,1705
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7808
Suède	couronne	0,1487
Suisse	franc	0,8851

PÉTROLE
(WTI, contrat terme rapproché)

66,57 \$US

VARIATION **-1,79** \$US

Light Sweet crude	67,12	\$US
North Sea Brent	66,18	\$US

OR (NY Gold)

569,40 \$US

VARIATION **-1,40** \$US



LE CARBONE SE VEND BIEN

La Bourse européenne de quotas de carbone, Powernext Carbon, a enregistré un volume record d'échanges en janvier, avec 1,9 million de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) négociées, a annoncé Powernext hier dans un communiqué.

Ce chiffre correspond à une moyenne quotidienne de 89 364 tonnes, soit une augmentation de plus de 163 % par rapport à la moyenne quotidienne réalisée au cours des six premiers mois de fonctionnement de Powernext Carbon, qui a démarré en juin 2005.

Il marque également un record en Europe parmi les autres marchés au comptant, a souligné la société.

Les marchés du CO₂ intéressent principalement les énergéticiens et les industriels obligés par les gouvernements européens de réduire leurs gaz à effet de serre qui peuvent ainsi acheter ou vendre leurs quotas de CO₂ selon qu'ils dépassent ou non ces quotas.

Powernext Carbon constitue le troisième compartiment d'activité de Powernext SA, qui gère par ailleurs deux marchés européens d'électricité, Powernext Day-Ahead et Powernext Future.

Powernext est une société créée par la Bourse européenne de l'électricité d'Euronext et RTE (Réseau de transport d'électricité, filiale d'EDF).

— Agence France-Presse

LES BOURSES DANS LE MONDE

	VARIATION		
	FERMETURE	NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2310,56	4,74	0,21
S&P 500 (New York)	1282,46	2,38	0,19
Mexico Bolsa	19162,38	255,28	1,35
Brazil Bovespa Stock	38484,84	102,04	0,27
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3474,92	28,75	0,83
FTSE 100 (Angleterre)	5801,60	41,30	0,72
CAC 40 (France)	4999,39	51,40	1,04
DAX (Allemagne)	5726,53	52,38	0,92
IBEX 35 (Espagne)	11221,10	116,80	1,05
Milan MIB30 (Italie)	36920,00	229,00	0,62
Amsterdam Exchanges	455,70	5,20	1,15
OMX (Stockholm)	968,90	6,92	0,72
Swiss Market (Suisse)	7836,17	25,29	0,32
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	16480,09	-169,73	-1,02
Hang Seng (Hong Kong)	15742,30	-10,84	-0,07
S&P/ASX 200 (Australie)	4956,70	27,10	0,55

LA PRESSE AFFAIRES

ENFIN, LES PRIX BAISSENT À LA SAQ



Minervois Château de Gourgazaud	Merlot Valley Oaks Fetzer	Zinfandel Mondavi Woodbridge	Zinfandel Stone Cellars Beringer	Valpolicella Superiore Sartori	Côtes du Roussillon Oppoul
13,85 \$ ¹	17,95 \$	14,90 \$	14,75 \$	12,95 \$	11,45 \$
-1,25 \$ ²	-1,00 \$	-0,05 \$	-0,05 \$	-0,80 \$	-1,05 \$
-9,0 % ³	-5,6 %	-0,03 %	-0,03 %	-6,0 %	-9,0 %
12,60 \$ ⁴	16,95 \$	14,85 \$	14,70 \$	12,15 \$	10,40 \$
11,15 \$ ⁵	15,00 \$	13,05 \$	15,95 \$		



Pessac-Léognan Château Cruzeau	Porto Tawny Niepoort	Vin de Pays des Cévennes Domaine du Lys (rouge)	Côtes du Frontonnais Bellevue La Forêt	Chianti Classico Carpineto	Fronsac Moueix
24,85 \$	14,70 \$	11,90 \$	14,05 \$	21,80 \$	17,70 \$
-1,90 \$	-1,55 \$	-1,10 \$	-0,85 \$	-2,00 \$	-1,05 \$
-7,6 %	-10,5 %	-9,0 %	-6,0 %	-9,0 %	-6,0 %
22,95 \$	13,15 \$	10,80 \$	13,20 \$	19,80 \$	16,65 \$



Barbera d'Asti Chiarlo	Cahors Castel Montplaisir	Cahors Chatons du Cèdre	Madiran Torus	Bourgogne Pinot noir Rodet	Vin de Pays d'Oc Sauvignon blanc Les Jamelles
16,95 \$	13,90 \$	13,95 \$	17,05 \$	19,65 \$	12,15 \$
-1,40 \$	-1,20 \$	-1,20 \$	-1,45 \$	-1,70 \$	-1,15 \$
-8,0 %	-8,6 %	-8,6 %	-8,5 %	-8,6 %	-9,5 %
15,55 \$	12,70 \$	12,75 \$	15,60 \$	17,95 \$	11,00 \$

D'AUTRES EXEMPLES	Ancien prix	baisse \$	baisse %	Nouveau prix	Prix Ontario
Beaujolais Villages Combe aux Moines Jadot	17,60 \$	-1,45	-8,0	16,15 \$	15,95 \$
Bordeaux rouge Château Bonnet	19,45 \$	-1,50	-7,7	17,95 \$	16,85 \$
Côtes du Rhône Guigal	19,80 \$	-1,65	-8,3	18,15 \$	16,35 \$
Muscadet Rémy Pannier	12,85 \$	-0,95	-7,4	11,90 \$	10,05 \$
Chianti Classico Villa Cerna	18,00 \$	-1,10	-6,0	16,90 \$	
Mercuray Michel Juillot	28,50 \$	-3,55	-12,5	24,95 \$	
Brouilly Château des Tours	20,95 \$	-1,85	-8,8	19,10 \$	
Vin de Pays d'Oc Cabernet Sauvignon Nicolas	11,50 \$	-1,05	-9,0	10,45 \$	
Alsace Pinot Blanc Willm	15,00 \$	-1,05	-7,0	13,95 \$	

¹ Ancien prix ² baisse \$ ³ baisse % ⁴ Nouveau prix ⁵ Prix Ontario

SAQ: jusqu'à 13% de baisse

Les prix de produits américains réduits en même temps que les européens



JACQUES BENOIT

Les prix de 868 vins et spiritueux ont diminué hier à la suite du recul de l'euro et du dollar américain par rapport à la devise canadienne.

La baisse atteint en moyenne 8 % dans le cas des produits facturés à la SAQ en euros, alors qu'elle joue entre 4 et 5 % dans le cas de ceux que la société d'État règle en dollars américains.

« Les consommateurs sont contents, les agents sont contents et j'imagine que la SAQ va être contente elle aussi parce que, les prix baissant, ça va accélérer la demande », a déclaré à *La Presse Affaires* Yves Michaud, président de l'Association québécoise des agences de vins, bières et spiritueux.

La diminution de 8 % lui semble « raisonnable », dit-il, compte tenu du fait qu'une fraction des prix de détail est attribuable à des

coûts (transport, taxes, frais de service, etc.) qui sont payés en dollars canadiens.

La baisse s'applique sur 709 produits courants (c'est-à-dire vendus dans de multiples succursales), mais également sur 159 produits dits de spécialité, mais en approvisionnement continu, que la SAQ commande de nouveau automatiquement dès l'épuisement des stocks.

Dans nombre de cas, les diminutions de prix atteignent 9 % et même jusqu'à 13 %.

Autre bonne nouvelle : parmi les 868 produits dont le prix baisse, on en compte tout près d'une centaine — 95 plus exactement — qui sont facturés à la SAQ en dollars canadiens. Dans ces cas, les fournisseurs ont réduit leur prix de gros pour éviter que leurs concurrents étrangers leur coupent l'herbe sous le pied.

En fait, on peut même s'attendre à ce que les fournisseurs d'autres produits, que la SAQ règle également en dollars canadiens, leur emboîtent le pas.

Exemple, le plus célèbre des bordeaux rouges, à savoir le Mouton Cadet, dont le prix reste inchangé à 15,35 \$, tandis qu'un de

ses proches concurrents, le Bordeaux Maître d'Estournel, voit le sien fléchir de 9 %, passant de 15,25 \$ à 13,85 \$.

Autrement dit, il n'est pas exclu que le fournisseur du Mouton Cadet, s'il perd des parts de marché au profit de concurrents, notamment le Maître d'Estournel, se décide à son tour à diminuer son prix de gros.

Ces baisses de prix interviennent après l'opération ratée, fin décembre, de la SAQ. La société a alors invité une centaine de ses fournisseurs qui la facturent en euros à augmenter leurs prix de gros, selon des informations révélées par *La Presse Affaires*.

La société d'État cherchait ainsi à maintenir les prix de détail et son chiffre d'affaires au même niveau. Or, la très grande majorité des fournisseurs ont repoussé son offre, d'où les baisses de prix de détail.

Des hausses aussi

Inversement, un nombre encore plus élevé de produits, soit 1021, voient leur prix augmenter. Mais, consolation, ces hausses sont minimes et n'atteignent en moyenne que 1 %, selon la SAQ.

Grosso modo, selon le volumineux document de 32 pages mis à la disposition des quelque 400 succursales de la SAQ, l'augmentation est en moyenne de 5 cents pour les produits de moins de 30 \$, et de 25 cents dans le cas de ceux de plus de 30 \$.

On peut ajouter à tout cela que les baisses de prix auxquelles on a assisté hier ne sont sans doute pas les dernières. Car dans le cas des vins de spécialité vendus environ 50 \$ et plus, et facturés en euros, on peut s'attendre, pour les commandes à venir, à ce que leur prix de détail fléchisse d'environ 10 \$, ou même de 20 \$, ou davantage, dans le cas des vins vendus en ce moment 100 \$ et plus.

Ces bonnes nouvelles réjouiront les fournisseurs européens, qui ne cessent de perdre des parts de marché depuis quelques années en raison de la concurrence que leur livrent ceux du Nouveau Monde, principalement d'Australie.

En 2005, l'euro a fléchi de plus de 15 % vis-à-vis du dollar canadien, ce qui a amené la SAQ à revoir à la baisse le taux qu'elle utilise pour le calcul de ses prix de détail.

DES COUPES CHEZ BCE

LA PRESSE AFFAIRES

LIGNES RURALES

BCE crée une fiducie de revenu

MAXIME BERGERON

TORONTO – Après des mois d'incertitude, BCE a confirmé hier la création d'une fiducie de revenu, qui génère 1,6 million de lignes téléphoniques pour ses clients régionaux au Québec et en Ontario.

Il s'agit d'une des nombreuses mesures annoncées hier par les dirigeants de la société, qui ont présenté à Toronto les grandes orientations de BCE pour 2006.

Selon les données de l'entreprise, la conversion fera passer la valeur comptable des lignes régionales de Bell de 1,7 milliard de dollars à plus de 4,5 milliards. Les actionnaires de BCE hériteront de la moitié de la fiducie de revenu alors que l'entreprise gardera l'autre partie. En échange, BCE réduira d'environ 75 millions (8 %) le nombre d'actions ordinaires en circulation.

Cette conversion revêt une « importance stratégique » pour BCE, a affirmé son grand patron, Michael Sabia, pendant son discours.

La transition se fera en toute « transparence » pour les abonnés,

qui ne devraient remarquer aucun changement, a-t-on assuré hier. La fiducie aura une équipe de direction indépendante et, à terme, quelque 1000 employés de Bell Canada y seront mutés.

Greg MacDonald, analyste à la Financière Banque Nationale, salue cette transaction de BCE, tout en émettant une réserve.

« J'ai parlé à des responsables des finances de BCE après la conférence, et je ne vois vraiment pas la raison de garder une participation dans ces fiducies », a noté M. MacDonald.

Selon l'analyste, BCE vendra l'intégralité de sa participation « d'ici trois à cinq ans ».

Brian Sharwood, analyste spécialisé en télécommunications au SeaBoard Group, dresse le même constat que son collègue. Selon lui, BCE aurait dû pousser sa démarche jusqu'au bout. « Il aurait préférable de les convertir complètement (les lignes rurales) en fiducie de revenu », a-t-il dit à *La Presse Affaires* en marge de la conférence.

Avant de se concrétiser, la conversion devra recevoir l'approbation de plusieurs instances, dont le Conseil

de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et le Bureau de la concurrence.

Floppée de mesures

BCE a annoncé hier d'autres mesures visant à calmer ses actionnaires, de plus en plus impatients en raison de la quasi-immobilité du titre de l'entreprise depuis trois ans.

La société rachètera ainsi 5 % de ses actions, pour une valeur de 1,3 milliard. Elle consacrera aussi 1 milliard à la réduction de sa dette. Ces sommes proviennent de la vente récente de la participation de BCE dans CGI et de la majeure partie de sa présence dans Bell Globemedia.

Les dirigeants de BCE n'avaient pas le choix d'utiliser l'argent de la sorte, croit Brian Sharwood. « Les actionnaires les auraient étranglés s'ils avaient acheté quelque chose au lieu de racheter des actions et de rembourser la dette », a-t-il avancé.

BCE compte aussi faire un premier appel à l'épargne en vue de céder une participation minoritaire dans sa filiale de communications par satellite TéléSAT. L'entreprise espère ainsi recueillir un autre milliard de

dollars. Les marchés ont peu réagi à la série d'annonces de BCE, hier. Le titre de la société a grimpé jusqu'à 28,80 \$ en cours d'exercice, pour clôturer à 28 \$ à la Bourse de Toronto, en hausse de 1,8 %.

Les agences de notation de crédit, de leur côté, sont mitigées. Standard & Poor's a abaissé de « A » à « A- » la cote de crédit à long terme de BCE et de ses filiales. La firme juge « insuffisante » la réduction de l'endettement annoncée hier.

Moody's a quant à elle placé Bell Canada et BCE en observation en vue d'une possible décote. « Cette action résulte de la décision de la société d'utiliser une partie des produits de la vente d'actifs pour racheter des actions plutôt que pour réduire la dette », écrit l'agence.

Enfin, DBRS reconnaît que les mesures adoptées par BCE pour réduire sa dette sont « positives », mais continue de s'inquiéter de la concurrence accrue observée en téléphonie résidentielle.

En réponse à la transformation de leur marché traditionnel, les dirigeants de BCE ont réitéré hier leur détermination à générer une part de plus en plus grande des revenus de

l'entreprise avec les services de « nouvelle génération », comme le sans-fil, Internet et la télévision par satellite.

En 2006, BCE planche sur une croissance de 10 à 15 % de sa base d'abonnés au sans-fil et à l'Internet haute vitesse. La société compte aussi accélérer la migration de tous ses réseaux vers un seul grand réseau IP (pour Internet Protocol), ce qui devrait générer d'importantes économies.

En 2005, ces services ont contribué à 47 % du chiffre d'affaires de la société. En 2008-2009, BCE espère voir cette proportion grimper à 65 %.

Le marché du sans-fil, notamment, reste encore à développer au Canada, où le taux de pénétration de la technologie est de 50 %, a souligné George Cope, nouveau président et chef de l'exploitation de BCE.

« Dans le monde, je ne crois pas qu'il existe un meilleur endroit que le Canada pour investir dans le sans-fil », a dit l'ancien haut dirigeant de Telus, qui faisait sa première sortie publique au nom de Bell.

Baisse du bénéfice net

BLOOMBERG

BCE, propriétaire de Bell Canada, a fait savoir hier que son bénéfice net avait baissé à 413 millions de dollars, ou 44 cents par action, comparativement à 417 millions, ou 45 cents par action, un an plus tôt. Les ventes ont augmenté de 4,6 %, à 4,99 milliards. La compagnie, qui avait réalisé un profit de 2,05 \$CAN par action en 2005, prévoit un bénéfice par action oscillant entre 1,80 \$CAN et 1,90 \$CAN en 2006, évoquant une hausse des coûts de retraite.

Avant la journée d'hier, le titre de BCE avait reculé de 21 % au cours des cinq dernières années, accusant un important retard sur les actions de Telus et de Rogers. BCE a annoncé que son bénéfice chutera d'une proportion pouvant atteindre 12 % en 2006, ce qui serait la cinquième baisse annuelle en sept ans.

Hier, le titre de BCE a gagé 49 cents, ou 1,8 %, à 28 \$, à la Bourse de Toronto. L'action de Telus, deuxième compagnie de téléphonie au Canada, a progressé de 26 % au cours des cinq dernières années (avant la journée d'hier), incluant le réinvestissement des dividendes, comparativement à un gain de 86 % du titre de Rogers, premier fournisseur de services de téléphonie sans fil au Canada. Telus et Rogers ont ravi des parts de marché de la téléphonie cellulaire à BCE.

BCE « a manqué le bateau en ce qui concerne le cellulaire », lance



PHOTO ADRIAN WYLD, PC

Michael Sabia a quitté la conférence d'orientation de BCE, à Toronto, sans répondre aux questions des journalistes.

Stephen Gauthier, un associé du cabinet de gestion de portefeuilles Gauthier & Cie, à Montréal. M. Gauthier, qui a fait cette déclaration avant l'annonce de BCE hier, ajoute : « Ils avaient la meilleure franchise il y a quelques années et, maintenant, ils ont la pire. Ils doivent déployer du capital de manière dynamique pour regagner des parts de marché. Ils doivent investir. » M. Gauthier détient des actions de Rogers et de BCE.

« Lorsque nous aurons terminé, Bell aura des sources de croissance de revenus plus diversifiées et elles seront rentables », a pour sa part déclaré Michael Sabia, PDG depuis 2002, qui renverse la tendance à l'expansion, au coût 13 milliards, de l'ancien patron Jean Monty.

« Et nous ne serons pas dépendants d'une seule gamme de produits ou d'une seule technologie », a ajouté M. Sabia.

TÉLÉPHONIE LOCALE

L'érosion s'accélère... et les tarifs augmentent

MAXIME BERGERON

TORONTO – Bell le reconnaît : l'érosion de ses parts de marché en téléphonie résidentielle s'accélérera en 2006.

Cette année, la plus vieille des sociétés de télécommunications au pays prévoit perdre entre 3 % et 5 % de sa clientèle « traditionnelle », principalement au profit des câblodistributeurs comme Rogers et Vidéotron.

Cela pourrait représenter plus d'un demi-million d'abonnés. L'an dernier, Bell a perdu 2,5 % de ses clients (324 000) en téléphonie locale, ce qui constituait déjà une hausse marquée par rapport aux 1,1 % qui l'ont abandonné l'année précédente.

Malgré le marché de plus en plus concurrentiel — surtout au Québec —, l'ancien monopole augmentera certains tarifs quelque part entre mars et juin prochains.

Par exemple, les frais d'« accès

au réseau » pour les abonnés au service interurbain passera de 2,95 \$ à 4,50 \$ par mois.

George Cope, nouveau président et chef de l'exploitation de BCE, a justifié ces hausses en marge de la conférence d'orientation de l'entreprise, à Toronto.

« C'est la première fois en trois ans qu'on augmente ces frais », a-t-il dit en entrevue à *La Presse Affaires*.

Les analystes interrogés approuvent la stratégie de Bell.

« Cela va accélérer la perte de clients, mais l'augmentation de revenus de la part de ceux qui vont rester va plus que compenser », a noté Greg MacDonald, de la Financière Banque Nationale.

Bell augmentera aussi les frais d'accès à son système de télévision satellite ExpressVu, qui passeront de 2,99 \$ à 5,99 \$.

L'Internet haute vitesse Sympatico grimpera quant à lui à 46,95 \$, en hausse de 2 \$, mais seulement en Ontario.



SOPHIE COUSINEAU

LE MONDE DES AFFAIRES

Le show BCE

Reportée depuis deux mois, la conférence annuelle d'orientation de BCE était aussi attendue qu'un *show* rock de U2 qui aurait été repoussé en raison d'une laryngite de Bono.

Non pas que la direction du conglomerat montréalais fasse l'objet d'un culte, c'est plutôt le contraire. Mais les attentes, que dis-je les espérances des fans déçus de l'ancienne vedette de l'économie canadienne étaient élevées.

En l'espace de quelques heures, hier, à Toronto, les analystes financiers et les journalistes économiques ont eu droit à un concert d'initiatives. Le marché a écouté, mais il n'a pas applaudi très fort, en poussant le titre de 1,8 % à 28 dollars. C'est mieux que rien, mais ce n'est pas le *riff* de guitare qui donnera une véritable impulsion à ce titre, qui a perdu le tiers de sa valeur depuis cinq ans.

« Je suis toujours à l'aise avec le jugement du marché », a commenté Michael Sabia, le grand patron de BCE, sans se laisser démonter.

Soucieuse de récompenser les investisseurs qui ont fait montre d'une très grande patience envers BCE, la direction du groupe de télécommunications avait pourtant dévoilé des mesures em-

preintes d'une prudence toute « sabienne ».

En quelques mots, BCE poursuit le ménage entrepris l'année dernière avec la vente d'actions de CGI et de Bell Globemédia. Comme attendu, le conglomerat créera une fiducie de revenu avec les 1,6 million de lignes téléphoniques qui jalonnent les campagnes du Québec et de l'Ontario (voir texte ci-haut). Et il lancera en Bourse la filiale TéléSAT, grande spécialiste canadienne des satellites.

La vente de TéléSAT devrait rapporter 1 milliard de dollars et constituer, de ce fait, un bon trésor de guerre pour conclure des acquisitions, bien que Michael Sabia se garde bien de révéler ce qu'il compte en faire. BCE achètera-t-il les actions d'Aliant qu'il ne possède pas déjà (46,8 %), comme le veut la rumeur à Bay Street ? Au sujet de l'entreprise de communications des Maritimes, il se fait évasif. « Je suis heureux de notre participation », dit-il.

Les milliards récoltés serviront à racheter 5 % des actions en circulation (1,3 milliard), à rembourser la dette à long terme (1 milliard de dollars) et à renflouer les régimes de retraite qui font face à un déficit actuariel (300 millions). Plus *straight* que cela, tu meurs.

Et pourtant, c'était encore insuffisant pour les agences de notation de crédit. Si DBRS maintient la cote de BCE tout en prévenant de la possibilité d'une baisse éventuelle, Standard & Poors a abaissé sa cote d'un cran, à A-.

Au centre des préoccupations de ces agences se trouve la crainte que les anciennes compagnies de téléphone sortent perdantes de la grande guerre des télécoms. La confirmation de toutes leurs appréhensions se trouve dans les

Dans le meilleur des cas, BCE s'attend à ce que son profit par action chute d'un cent. C'est plus poche que les scénarios même pessimistes des analystes.

nouvelles prévisions financières de BCE pour l'année 2006.

L'entreprise montréalaise projette que son chiffre d'affaires progressera entre 1 % et 3 % cette année, comparativement à 2,8 % en 2005. Quant au bénéfice par action, il chutera à 1,80 \$ au pire et à 1,90 \$ au mieux, alors qu'il s'établissait à 2,05 \$ l'an dernier. Si l'on fait abstraction de la charge comptable associée au déficit actuariel, qui équivaut à 14 cents par action, cela veut dire que, dans le meilleur des cas,

BCE s'attend à ce que son profit par action chute d'un cent. C'est plus poche que les scénarios même pessimistes des analystes.

Dure, dure, la transformation de BCE, qui a encore annoncé hier une nouvelle coupe de 3000 à 4000 emplois dans les différents services de Bell Canada, qui emploie 43 000 salariés.

L'entreprise montréalaise fait ainsi face à la concurrence féroce des câblodistributeurs, qui lui arrachent des clients en offrant des services téléphoniques. Les

nouveaux services de BCE dans le sans-fil et la télédistribution par satellite font plus que compenser la perte de revenu. Le problème, c'est que ces services sont nettement moins rentables que ceux que la compagnie de téléphone offrait traditionnellement.

BCE espère conserver ses marges de profit en maintenant des prix élevés, et même en les relevant. Déjà, l'entreprise a annoncé des hausses de prix, hier. L'accès au réseau d'ExpressVu

coûtera 3 \$ de plus par mois, par exemple. Les frais d'accès Internet haute vitesse Sympatico grimperont pour leur part de 2 \$ par mois, sauf au Québec, où la concurrence est trop forte — vous pouvez dire un petit merci à Vidéotron.

Les dirigeants de BCE font le pari que les consommateurs sont prêts à payer plus cher pour obtenir des « produits de la meilleure qualité, livrés avec un niveau de services très élevé », dixit Michael Sabia.

C'est un pari risqué, étant donné que la marque Bell n'est plus nécessairement synonyme de qualité dans l'esprit des consommateurs. Il fallait voir la présentation de Patrick Pichette, hier. Le président de l'exploitation de Bell Canada cherchait à démontrer, avec moult graphiques à l'appui, que l'insatisfaction des clients était en forte baisse. Drôle de façon de vendre son entreprise aux analystes financiers, mais ô combien révélatrice des difficultés que Bell a connues ces dernières années.

Qui a dit que Michael Sabia ne prenait pas de risques ?

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse : sophie.cousineau@lapresse.ca

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

Produisez de bonnes citrouilles, les tartes suivront plus tard.

— Proverbe

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

1		9				5		
	8							
			2	6			1	
4			9	5		6	3	
9								7
					6		2	
			3		4			
		3				8	9	
	1	5		8				6

Niveau de difficulté : MOYEN

0195

Par Fabien Savary 0194

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

3	2	5	1	7	4	8	9	6
9	4	6	8	5	2	7	3	1
8	7	1	9	6	3	5	2	4
2	1	3	4	8	5	9	6	7
7	6	8	2	9	1	4	5	3
5	9	4	6	3	7	2	1	8
6	5	7	3	2	8	1	4	9
1	3	2	7	4	9	6	8	5
4	8	9	5	1	6	3	7	2

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

De bonnes ventes d'autos en janvier au Canada

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les grands constructeurs automobiles ont enregistré de bonnes ventes au Canada en janvier, grâce principalement aux ventes de véhicules intermédiaires, qui ont surpassé celles des camionnettes.

Le chef de file du marché, General Motors Canada, a fait état hier de 22 947 véhicules vendus le mois dernier, une hausse de 9,1 % par rapport au mois de janvier 2005. Ses ventes d'automobiles ont grimpé de 14,1 % tandis que les ventes de camionnettes ont progressé de 4,4 %, grâce à une croissance de 200 % des ventes de petits véhicules dits « utilitaires sport ».

Chez Ford Canada, les ventes ont totalisé 11 602 véhicules en janvier, une progression de 8,5 % par rapport à la période correspondante l'an dernier. Les ventes de DaimlerChrysler Canada ont totalisé 16 405 véhicules, une croissance de 10,7 % par rapport à janvier 2005, a fait savoir le manufacturier. Toyota Canada a enregistré un record mensuel de 9300 véhicules vendus, soit 6,3 % de plus qu'en janvier

2005. Les voitures ont connu une augmentation des ventes de 0,9 % ; la hausse a été de 21,4 % pour les camionnettes, sous l'impulsion du nouveau VUS compact RAV4.

Chez Honda Canada, on rapportait des ventes en hausse de 5 % pour les Honda et Acura, grâce à la progression de 26 % des nouvelles versions des berlins et coupés Civic, le modèle de voiture le plus vendu au pays.

Chez les autres manufacturiers asiatiques, Nissan Canada a vendu 3426 Nissan et 395 Infiniti.

Grâce notamment à sa nouvelle Jetta, le constructeur allemand Volkswagen a écoulé 1753 véhicules, soit 57,5 % de plus qu'en janvier 2005. Chez Porsche, les ventes sont restées stables à 105 véhicules.

Par ailleurs, les constructeurs asiatiques ont gagné de nouvelles parts de marché aux États-Unis le mois dernier, ce qui est venu tempérer l'impact de la bonne nouvelle que constitue, pour leurs rivaux américains, une première hausse mensuelle des ventes depuis la fin de leur offre de véhicules « au prix payé par les employés », l'été dernier.

Bombardier vend 10 avions Q400

MARIE TISON

Au lendemain de la mise sur la glace de son projet de CSeries, Bombardier Aéronautique a pu mettre un peu de baume sur ses plaies avec une bonne nouvelle : un nouveau transporteur régional torontois a placé une commande pour 10 turbopropulseurs Q400 hier.

Il s'agit d'un contrat de 250 millions US, assorti d'options sur 10 autres appareils. Si toutes les options devaient être exercées, la valeur totale du contrat atteindrait le joli montant de 500 millions US.

Le nouveau transporteur, une filiale de Regco (Regional Airlines Holdings), fera connaître son nom, ses couleurs et ses projets au cours d'une cérémonie ce matin aux installations de Bombardier à Downsview, à Toronto.

Le transporteur effectuera diverses liaisons régionales au Canada et aux États-Unis à partir du Toronto City

Centre Airport, un petit aéroport situé dans une île à quelques encablures du centre-ville de Toronto.

Le projet n'est pas nouveau, mais il s'était heurté à quelques obstacles. En avril 2003, Regco, présidé par Robert Deluce, ancien actionnaire important d'Air Ontario et de Canada 3000, avait signé une lettre d'intention pour l'acquisition de 10 turbopropulseurs Q400. La lettre comprenait des options pour 15 appareils supplémentaires.

Le projet de liaisons régionales de Regco dépendait cependant de l'expansion de l'aéroport de l'île de Toronto et de la construction d'un pont-levis entre l'île et la terre ferme. L'élection d'un nouveau maire opposé à ces travaux, à la fin 2003, avait compromis le projet de Regco.

Près de trois ans plus tard, Regco a décidé d'aller de l'avant, même s'il n'est plus question de pont-levis. Le Toronto Port Authority, qui gère le petit aéroport, s'est toutefois engagé

à améliorer les installations destinées aux passagers et le service par traversier.

« Les sociétés aériennes n'ont que des louanges pour le Bombardier Q400 sur le plan des coûts, du confort des passagers et de sa vitesse exceptionnelle, a indiqué M. Deluce dans un communiqué émis hier. L'appareil s'intègre parfaitement bien à nos projets d'exploitation. »

Le Q400, appareil de 70 places, consomme moins de carburant qu'un biréacteur régional de même catégorie. Sur de courtes distances, il est presque aussi rapide.

Les turbopropulseurs connaissent un important regain de popularité en raison de l'explosion des prix de l'essence. Avec la commande de Regco, le carnet de commandes de Bombardier Aéronautique comprend maintenant 93 turbopropulseurs. Il y a deux ans, le carnet de commandes n'en comprenait que 30.

Des analystes recommandent Google

BLOOMBERG

La baisse du titre de Google, après la divulgation de résultats inférieurs aux estimations du marché, n'ébranle les partisans de la compagnie à Wall Street.

Au moins huit analystes, y compris Anthony Noto, de Goldman Sachs Group, Imran Khan, de JP Morgan Chase, et Robert Peck, de Bear Stearns, ont conseillé à leurs clients d'acheter des actions de Google et de tirer parti de la baisse de 10 % du titre, hier.

Au moment où l'action accusait sa pire dégringolade en une journée, descendant jusqu'à 387,52 \$US, les analystes se sont empressés d'y aller de recommandations d'achat et d'assurer leurs clients que la trajectoire de croissance de Google demeurerait bonne. Mardi, Google annonçait un bond de 82 % de son bénéfice net, ce qui est inférieur aux attentes du marché et ce qui a alimenté les inquiétudes parmi les investisseurs qui craignent que le titre ne soit surevalué. « Voici une belle occasion offerte aux investisseurs qui ont auparavant eu le sentiment de manquer le bateau de Google, de bâtir leurs positions », estime M. Peck, de Bear Stearns, dans une note à des clients. L'analyste new-yorkais prévoit que l'action de Google pourrait atteindre 550 \$US dans 12 mois. « C'est une réaction excessive », dit-il en parlant de la baisse du titre hier.

Après la divulgation de ses résultats, le titre de Google, de Mountain View, en Californie, qui a plus que doublé l'an dernier, a chuté à son niveau le plus bas en près de trois mois. Hier, peu après midi, l'action avait cédé 38,57 \$US, à 394,09 \$US, à la Bourse NASDAQ.

Parmi les 38 analystes qui donnent une cote à l'action de Google, 29 recommandent encore d'acheter le titre, six conseillent de le conserver et trois disent de vendre.

Trimestre douloureux pour Abitibi-Consolidated et Domtar

RÉSULTATS

suite de la page 1

En ne tenant pas compte des charges de restructurations, Domtar aurait enregistré une perte nette de 59 millions (25 cents par action), soit à peu près ce qu'attendaient les analystes (consensus de 25,5 cents). Du côté d'Abitibi, les pertes auraient été de 51 millions (12 cents par action), soit passablement plus que les attentes (consensus de 8,2 cents).

En plus de la faiblesse de la demande, les difficultés des deux entreprises s'expliquent par un dollar canadien fort, qui réduit l'avantage sur le marché américain, et des coûts de l'énergie en hausse. Les ventes des deux entreprises au quatrième trimestre s'élevaient à 1,3 milliard pour Abitibi (- 2,7 %) et 1,16 milliard pour Domtar (- 4 %).

Hier, à la Bourse de Toronto, le titre de Domtar a gagné 3,2 % (19 cents), à 6,19 \$. Le titre se relevait de la chute de 7,3 % de la veille, dans l'attente des résultats. L'action d'Abitibi-Consolidated grimpa pour sa part de 3,7 % (16 cents), à 4,51 \$, après avoir chuté

la veille de 8 %. « Le marché est très volatil », explique Frédéric Beausoleil.

Dans un cas comme dans l'autre, les dirigeants parlent d'augmenter la productivité, de diminuer les coûts et de ne conserver que les usines les plus efficaces. Ils se disent confiants de rétablir la situation, malgré la pression concurrentielle de pays émergents, notamment.

« Nous sommes confiants que les différentes initiatives mises en place avec le concours et l'engagement de nos employés, conjugués à la loyauté de nos clients, auront finalement un effet positif (...) De cette façon, Domtar sera dans une meilleure position lorsque les conditions de l'industrie se redresseront », a déclaré Raymond Royer, président et chef de la direction de Domtar.

« Nous demeurons concentrées et vigilantes, faisant ce qui est nécessaire pour rétablir la profitabilité de la société », a dit John Weaver, président et chef de la direction de Abitibi-Consolidated.

En somme, les dirigeants sont à éradiquer le mal. Seul l'avenir nous dira s'ils ont réussi.

PARTONS!

VACANCES VOYAGE

Tous les mercredis et samedis dans LA PRESSE

700

Affaires

715 FINANCEMENT

PRÊTEUR PRIVÉ, 1^{ère}, 2^e hypothèque, cas spéciaux, promoteurs etc. 50 000\$ à 2 millions. 514 609-2985 Acceptation rapide.

800

Avis

801 AVIS LÉGAUX

PRENEZ AVIS de la clôture d'inventaire de la succession d'ARMAND ST-GERMAIN, décédé le 5 novembre 2005. Ledit inventaire peut être consulté au Trust CIBC, 55 Yonge, Suite 1000, Toronto, Ontario M5E 1J4.

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que le 9151-5221 QUÉBEC INC., demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. À Montréal le 31 janvier 2006 R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie 9058-3907 QUÉBEC INC demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 2 février 2006 L'administrateur, Wu, Shu Qiang R 850



AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque CIBC aura lieu au Centre des congrès de Québec, ville de Québec (Québec), le jeudi 2 mars 2006 à 10 h 00, heure normale de l'Est.

La vice-présidente, secrétaire générale et avocate générale associée,
Michelle Caturay

3377068A

Rectificatif Norbourg

La perquisition chez Norbourg a eu lieu en août 2005 et non en août 2004, tel qu'écrit dans notre texte d'hier sur Vincent Lacroix, paru en page 7. Par ailleurs le juge Mongeon, de la Cour supérieure, se prénomme Robert. Nos excuses.

LA PRESSE AFFAIRES L'ESSENTIEL.

Tous les jours dans LA PRESSE



Banque Royale du Canada

Avis de convocation à l'assemblée annuelle et extraordinaire des détenteurs d'actions ordinaires

Avis de convocation à l'assemblée extraordinaire des détenteurs d'actions privilégiées de premier rang

Date : Le vendredi 3 mars 2006
Heure : 9 h (heure normale de l'Est)
Lieu : Palais des congrès du Toronto métropolitain Édifice Nord Salle Constitution 255, Front Street West Toronto (Ontario) Canada

Questions à l'ordre du jour de l'assemblée annuelle et extraordinaire des détenteurs d'actions ordinaires :

- 1) Réception des états financiers de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 et du rapport du vérificateur s'y rapportant,
- 2) Élection des administrateurs,
- 3) Nomination du vérificateur,
- 4) Étude d'une résolution extraordinaire visant à confirmer une modification du paragraphe 1.1 du Règlement Deux augmentant la rémunération globale maximale payable aux administrateurs de la Banque,
- 5) Étude d'une résolution extraordinaire visant à confirmer une modification de l'alinéa 1.1.2 du Règlement Trois en vue de changer le capital-actions autorisé de la Banque en haussant la limite de la contrepartie globale pour laquelle les actions privilégiées de premier rang peuvent être émises,
- 6) Étude des propositions d'actionnaires figurant à l'annexe C de la circulaire de la direction, et
- 7) Étude de toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'assemblée annuelle et extraordinaire des détenteurs d'actions ordinaires.

Question à l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire des détenteurs d'actions privilégiées de premier rang :

Étude d'une résolution extraordinaire visant à approuver une modification de l'alinéa 1.1.2 du Règlement Trois en vue de changer le capital-actions autorisé de la Banque en haussant la limite de la contrepartie globale pour laquelle les actions privilégiées de premier rang peuvent être émises.

Par ordre du conseil d'administration
La vice-présidente et secrétaire,

Carol J. McNamara
Le 27 janvier 2006

3377068A

AFFAIRE MARTIN TREMBLAY

Au moins 16 millions de dollars gelés par les autorités financières

MARTIN VALLIÈRES ET FRANCIS VAILLES

Les gendarmes financiers du Québec et de l'Ontario ont bloqué pour au moins 16 millions de dollars en comptes bancaires et d'investissement liés au financier Martin Tremblay, d'origine québécoise, qui est accusé aux États-Unis du blanchiment de 1 milliard US en fonds de provenance illicite.

Ce blocage de comptes est intervenu au cours des deux derniers jours chez des firmes financières à Toronto et à Montréal, ainsi qu'à la succursale de la Banque Royale à Saint-Sauveur, dans les Laurentides, où Martin Tremblay a des comptes personnels.

Ce blocage de comptes découle d'ordonnance réglementaire et de la Cour obtenues par l'Autorité des marchés financiers (AMF), au Québec, et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO).

Toutes deux décrivent ce blocage de comptes comme une « mesure préventive » pendant que se poursuivent les enquêtes des autorités financières et policières au Canada et aux États-Unis.

Ces enquêtes font suite aux accusations criminelles inscrites contre Martin Tremblay en cour fédérale américaine, à New York, le 23 janvier dernier.

Ces enquêtes impliquent notamment la principale agence américaine de lutte contre le trafic de stupéfiants, la Drug Enforcement Agency, ou DEA, ain-



Martin Tremblay, d'origine québécoise, est accusé aux États-Unis du blanchiment de 1 milliard US en fonds de provenance illicite.

PHOTO LE SOLEIL ©

si que la Gendarmerie royale au Canada (GRC).

Ces corps policiers soupçonnent Martin Tremblay d'avoir blanchi des fonds provenant surtout d'activités criminelles, notamment de bandes de moutards comme les Hells Angels.

Des 16 millions bloqués au Québec et en Ontario, la plus grosse part, soit 11,2 millions, a été retracée chez deux firmes de gestion d'investissement de To-

ronto. Il s'agit de Research Capital et de Jones Gable. C'est donc à l'endroit de ces deux firmes que la commission ontarienne a obtenu, hier matin en Cour, une ordonnance de blocage d'une durée préliminaire d'au moins un mois, jusqu'au 1^{er} mars.

La CVMO a aussi bloqué 13 comptes détenus par des entreprises reliées à Martin Tremblay. En plus de Dominion Investments,

des Bahamas, les comptes appartiennent à First Financial, Two Wheeler, XEPA Investments, MEM Group International SA, TC Management et Oster Services.

C'est par l'entremise de Dominion Investments que Martin Tremblay, 43 ans, est accusé d'avoir fait circuler la majeure partie des fonds blanchis.

Du côté de l'AMF, au Québec, le blocage des comptes liés à M. Tremblay implique un actif « entre 5 et 6 millions », a-t-on indiqué hier à *La Presse Affaires*. Cette valeur est toutefois distribuée entre un plus grand nombre de comptes qu'en Ontario.

À la succursale de la Banque Royale à Saint-Sauveur, l'AMF a bloqué deux comptes — un en dollars canadiens, l'autre en dollars américains — détenu par Martin Tremblay, ainsi qu'un coffret de sûreté. Jusqu'à l'automne 2004, Martin Tremblay disait avoir une adresse de résidence à Saint-Sauveur, selon le registre des entreprises du Québec.

À Montréal, l'AMF a bloqué 28 comptes liés à M. Tremblay et à Dominion Investments chez la firme Avantages Services Financiers. La longue liste de ces comptes, dans les documents de l'AMF, contient d'ailleurs des noms bizarres : Popoye, Gala, Martien, Snake, Midas, Tako, Wok, Bananes, etc.

L'AMF a aussi bloqué aux bureaux montréalais de la firme Research Capital, de Toronto, l'accès aux mêmes comptes qui

ont été bloqués par la commission ontarienne.

Joint au téléphone, le président d'Avantages services financiers, Michel Marcoux, dit ne rien savoir des présumés agissements reprochés à Martin Tremblay. Il n'a pas nié connaître l'individu, qu'il a même rencontré en 2005 aux Bahamas lorsque M. Tremblay travaillait pour le compte de la Banque Ferrier-Lullin.

« Dans l'industrie, tout le monde a essayé de faire de la *business* avec Martin Tremblay. Jusqu'aux événements de la semaine dernière, c'était un gars très sollicité », a expliqué M. Marcoux, selon qui Dominion est l'un de ses quelque 5000 clients.

Entre autres, c'est Martin Tremblay qui gérait la fortune familiale obtenu avec la vente de l'entreprise de câblodistribution au Saguenay. « En principe, comme courtier, on doit connaître notre client. Mais en faisant affaire avec une firme reconnue comme Dominion Investments, qui avait un permis de courtage des Bahamas, on ne doutait pas de l'honnêteté », a-t-il expliqué.

Une des raisons de l'intérêt que Martin Tremblay suscitait, c'est la possibilité d'avoir des investissements à l'international. De tels investissements permettent à une firme du Québec de se rapprocher de la limite de 70 % du volume d'affaires qui donne droit à de généreux crédits d'impôts au Québec comme centre financier international, dit M. Marcoux.

HEC MONTRÉAL

Formation des cadres et des dirigeants

Séminaires publics



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les programmes de fidélisation

NOUVEAU

20 et 21 mars 2006 - 9 h à 17 h

Hans LaRoche (B.A.A., M. Sc. marketing) est associé dans une entreprise spécialisée en marketing stratégique et opérationnel. Paul Lafortune (B.A., MBA) est associé principal pour une entreprise spécialisée dans les modèles et outils de projections à des fins de loyauté.

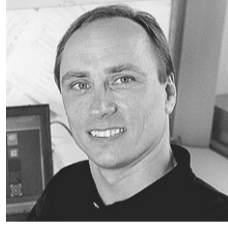
www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/fdc.htm

L'utilisation des tableurs électroniques pour la budgétisation

21 et 22 mars 2006 - 9 h à 17 h

Michel Vézina est professeur titulaire au Service de l'enseignement des sciences comptables à HEC Montréal. Il est actuellement directeur et rédacteur en chef de la revue *Gestion*.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/utib.htm



Psychologie du pouvoir¹ - les fondements des habiletés politiques

23 et 24 mars 2006 (Laval) - 9 h à 16 h 30

Gérard Ouimet est professeur agrégé de psychologie organisationnelle et de management à HEC Montréal. Il est psychologue et politologue.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/hp.htm

Les habiletés fondamentales de management : un éclairage à 4 volets

23 et 24 mars 2006 - 9 h à 17 h

Richard Déry est professeur titulaire au Service de l'enseignement du management à HEC Montréal.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/hfm.htm



Excellez dans vos interventions d'affaires : habiletés et stratégies

23 et 24 mars 2006 - 9 h à 17 h

Liette Monat (M. Éd. Counselling; MBA, HEC Montréal; Ph. D. dev. org.) possède une expérience de pointe en développement organisationnel, en marketing et en formation dans le secteur des services professionnels.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/eia.htm

Programme intensif en management

NOUVEAU

6 vendredis du 24 mars au 5 mai 2006 - 8 h 30 à 16 h

Animateur coordonnateur : Laurent Simon, professeur adjoint à HEC Montréal

Animateurs : Luc Bélanger-Martin, Anne Mesny, Chantale Mailhot, Mehran Ebrahimi, Emmanuel Raufflet, Olivier Irrmann, Renée Bédard.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/pima.htm



Leadership : profil personnalisé et plan d'action

Le 360°

24 et 25 avril 2006 - 9 h à 17 h

(date limite d'inscription : 24 mars 2006)

L'animateur principal, Eugène Roditi (B. Eng.) est conseiller en formation. Gladys Daoud (MBA) travaille avec les entreprises sur le développement professionnel et organisationnel.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/lead.htm

Aucune formation spécifique dans le domaine n'est exigée.

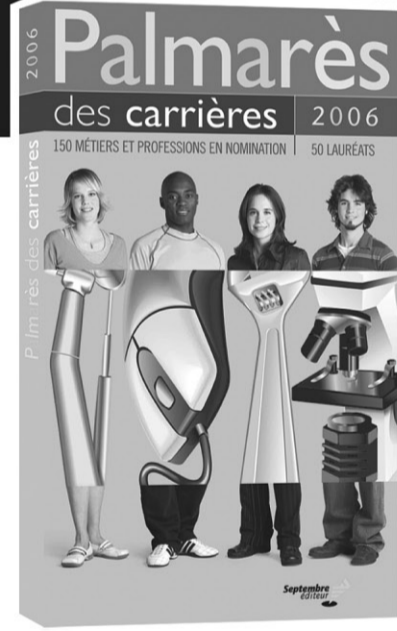
SESSIONS EN ENTREPRISE Ces programmes peuvent être adaptés et offerts pour un groupe de votre organisation.

HEC Montréal - Formation des cadres et des dirigeants : 514 340-6001

Découvrez un lauréat du

Palmarès des carrières 2006

tous les mercredis et samedis dans *La Presse*



Une réalisation de :



Offert chez Renaud-Bray et dans toute librairie.

Participez au concours et courez la chance de gagner plus de 4 500 \$ en prix.

(du 13 janvier au 28 février 2006)

DE NOMBREUX PRIX À GAGNER

- Un iPod Video 30 Go
- Un iPod Nano 2 Go
- Un baladeur MP3 5 Go
- Un récepteur de radio par satellite
- Un appareil photo numérique
- 10 chèques-cadeaux Renaud-Bray
- Une bourse d'études de 1000 \$
- 25 Palmarès des carrières 2006

Indice : monemploi.com

COMMENT PARTICIPER :

- Remplissez le coupon de participation ci-dessous ou celui fourni à la page 8 du *Palmarès des carrières 2006* et repérez l'indice dans cette annonce.
- Postez à : Concours Palmarès des carrières 2006, C.P. 9425, Sainte-Foy (Québec) G1V 4B8.
- Vous pouvez également vous inscrire au concours sur : www.1ermars.monemploi.com

COUPON DE PARTICIPATION

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. : _____ Âge : _____

Courriel : _____ Indice : _____

Oui, j'accepte de recevoir des offres promotionnelles de Septembre éditeur.

Votre coupon doit être posté au plus tard le 28 février 2006 (les fac-similés ne sont pas acceptés).

Le tirage aura lieu le 15 mars 2006. Règlements disponibles chez Septembre éditeur (1 800 361-7755).

Un concours organisé par Septembre éditeur

En collaboration avec



3388914

LA PRESSE AFFAIRES

Les clients de Metro s'arrachent les sacs écologiques

LAURIER CLOUTIER

Les clients de Metro se sont arrachés ses sacs réutilisables, tellement que la chaîne se retrouve en rupture de stocks deux semaines après le lancement de sa grande offensive contre les sacs d'épicerie en plastique.

Metro avait commandé « près de 700 000 sacs réutilisables, et en a vendu plus de 600 000 », a précisé à *La Presse Affaires* le vice-président au marketing, Serge Boulanger, qui s'attendait à une rupture de stocks « dans quelques heures », hier. La chaîne compte ainsi éliminer au moins 1,2 million de sacs de plastique standards qui polluent tellement.

En fait, des clients ont raconté avoir déjà fait face à la pénurie de sacs dans plusieurs des 241 Metro et Metro Plus et des 52 Super C du Québec. « Il y a des magasins qui n'en ont plus, a confirmé Serge Boulanger. On savait que la population était mûre pour ça, mais un tel succès nous a un peu surpris. »

« Depuis plusieurs jours », Serge Boulanger a déjà passé une autre commande de sacs réutilisables, mis au point avec les partenaires Boissons gazeuses environnement (BGE) et Recyc-Québec, mais il faudra « des semaines » avant d'en recevoir d'autres.

Les sacs réutilisables, deux fois plus grands que les conventionnels, sont fabriqués avec du plasti-

que recyclé, peuvent être lavés à la machine, séchés à plat et réutilisés pendant un an, avant d'être recyclés. Serge Boulanger les utilise non seulement chez Metro, mais aussi à la Société des alcools du Québec (SAQ) et même à la quincaillerie. Les clients peuvent ainsi éliminer les sacs de plastique qui mettent près de 400 ans à se décomposer, selon le magazine *Protégez-vous* et Recyc-Québec, même si leur durée de vie se limite à 20 minutes. Chaque Québécois utilise 350 de ces sacs par année, soit près de 2,7 milliards au Québec.

L'engouement pour les sacs réutilisables de Metro a frappé toutes les régions et, en particulier, le Saguenay—Lac-Saint-Jean et Laval où des magasins en ont vendu plus de 500 par jour, a déclaré Serge Boulanger. En octobre dernier, le député de Lac-Saint-Jean, Stéphan Tremblay, a déposé une pétition de 50 000 noms pour inciter Québec à interdire les sacs de plastique non biodégradables. Metro travaillait déjà sur son sac depuis des mois.

Le vice-président va maintenant s'assurer que les clients de Metro réutilisent leurs sacs. Pour les sensibiliser davantage, la « majorité des marchands » remettent de 3 à 5 cents aux clients par sac réutilisé et Metro versera aussi 3 cents par sac à un organisme environnemental, qui sera choisi bientôt parmi de nombreuses candidatures, a dit Serge Boulanger.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Metro avait commandé « près de 700 000 sacs réutilisables, et en a vendu plus de 600 000 », a précisé à *La Presse Affaires* le vice-président au marketing de metro, Serge Boulanger.

Les PDG canadiens préfèrent la Chine à l'Inde

RUDY LE COURS

À la vieille question qui fait toujours jaser les midinettes : êtes-vous de Mars ou de Vénus ?, on a préféré demander à des PDG canadiens où, à leurs yeux, l'avenir économique repose-t-il.

La majorité d'entre eux (53 %) croient qu'il est en Chine, mais une forte minorité (44 %) penche pour l'Inde, selon les résultats du sondage annuel mené par Ipsos Reid et co-commandité par la firme de vérification KPMG et par le quotidien *The Globe and Mail*.

Ceux qui ont choisi la Chine y jugent avant tout plus grand le potentiel de croissance, se disent plus familiers avec la manière d'y faire des affaires et y voient un meilleur débouché pour leurs produits. D'ailleurs, bon nombre y sont déjà présents.

Ceux qui optent pour l'Inde soulignent qu'il s'agit d'un État de droit, qui reconnaît la libre entreprise et qui partage la même culture des affaires, ce qui inclut l'usage de l'anglais, *of course*.

Toutefois, quand les PDG se font demander de nommer le pays plus susceptible d'assurer la croissance de leurs entreprises au cours des trois prochaines années, l'Inde disparaît du décor. Les États-Unis viennent en tête (48 %), suivis de la Chine (22 %) et du Canada (10 %). Seuls le Royaume-Uni et le Mexique sont aussi mentionnés par au moins 1 % des répondants. Les sondés précisent que ce sont surtout les manufacturiers qui ont choisi la Chine.

Leur choix se fonde avant tout sur des occasions de croissance, la taille et la proximité du marché.

Cela dit, deux PDG répondants sur trois croient que leur priorité demeure la consolidation de leurs positions sur le marché intérieur.

S'il est vrai que 78 % considèrent que leur entreprise est bien équipée pour faire face à la concurrence mondiale, le pourcentage est en baisse de huit points sur le sondage de l'an dernier.

Cette baisse d'optimisme se nourrit de la perception grandissante que le climat économique va se détériorer d'ici deux ans. Quatre répondants sur 10 sont de cet avis, soit le double des répondants de l'enquête précédente.

La venue chez nous de concurrents étrangers inquiète. Un PDG sur deux est maintenant d'avis que le Canada devrait déclarer stratégiques certains actifs comme l'énergie et en interdire la cession à des intérêts non canadiens.

Le sondage mené l'automne dernier en était à sa 11^e présentation. Il a été mené auprès de 250 chefs des plus importantes sociétés canadiennes.

FONDATION ARMAND-FRAPPIER

André Charron appuie la recherche sur les maladies infectieuses

La bourse de doctorat André Charron d'une valeur de 17 000 \$ est décernée à Pascal Courville dont les travaux de recherche portent sur les facteurs de virulence chez les bactéries.



De gauche à droite : Dr Pierre Talbot, directeur, INRS-Institut Armand-Frappier, et membre du conseil de la Fondation, M. Pierre-Yves Châtillon, avocat, Fasken Martineau et président du conseil de la Fondation, représentant M. André Charron, le boursier M. Pascal Courville, étudiant, INRS-Institut Armand-Frappier.



www.fondation-afrapper.qc.ca

Banque de Montréal

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

AVIS EST DONNÉ PAR LES PRÉSENTES que l'assemblée annuelle des actionnaires de 2006 aura lieu le jeudi 2 mars 2006, à 9 h 30 (heure normale des Rocheuses), dans le Exhibition Hall E, North Building, Calgary TELUS Convention Centre, 136 Eighth Avenue S.E., Calgary (Alberta), aux fins suivantes :

1. recevoir les états financiers de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 et le rapport des vérificateurs y afférent;
2. élire le Conseil d'administration pour 2006;
3. nommer les vérificateurs pour 2006;
4. étudier les propositions d'actionnaires; et
5. délibérer sur toute autre question dûment soumise à l'assemblée.

Par ordre du Conseil d'administration
ROBERT V. HORTE
Vice-président et secrétaire général
Toronto (Ontario)
Le 12 janvier 2006

3378131A

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d'offres

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal, à l'attention de la greffière, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, Montréal H2Y 1C6, pour :

Catégorie : Achat de produits chimiques
Appel d'offres : 2036-AE
Descriptif : Fourniture et livraison de polymères pour la station d'épuration des eaux usées de la Ville de Montréal
Date d'ouverture : Le mercredi 22 février 2006
Dépôt de soumission : Chèque visé de 250 000 \$ ou un cautionnement de 500 000 \$
Visite des soumissionnaires : Le jeudi 9 février 2006 à 10 h, à l'adresse ci-dessous
Documents et adresse : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 2 février au Service des infrastructures, transport et environnement — Direction de l'épuration des eaux usées, au 12001, boul. Maurice-Duplessis, Montréal (Québec) H1C 1V3, entre 8 h 30 et 16 h, contre un paiement de 20 \$, non remboursable.
Renseignements : Claude Meunier, ing. (514-280-4418)
Vente des cahiers des charges : Téléphone : 514-280-4400 Télécopieur : 514-280-4445
Tout paiement doit être fait au comptant ou sous forme de chèque certifié à l'ordre de :

Ville de Montréal.

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés par la Ville et transmise dans l'enveloppe prévue à cette fin.
Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'hôtel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.
La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.
Montréal, le 2 février 2006
La greffière de la Ville
M^e Jacqueline Leduc

AVIS LÉGAUX APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX APPEL D'OFFRES

2006-11 CONTRAT DE SERVICE DE SÉCURITÉ DU 23 AVRIL 2006 AU 22 AVRIL 2007 AVEC QUATRE (4) OPTIONS DE RENOUVELLEMENT

Des soumissions dans des enveloppes cachetées et identifiées par numéro et titre d'appel d'offres adressées au Service du greffe, 12001, boul. de Salaberry, Dollard-des-Ormeaux (Qc) H9B 2A7, seront reçues jusqu'à 11 h 00, le 17 février 2006, pour être ouvertes publiquement après l'heure indiquée.

Ne seront considérées que les soumissions préparées sur les formulaires fournis par la division des ressources matérielles de la Ville de Dollard-des-Ormeaux. On obtiendra ces formulaires en s'adressant au bureau d'accueil situé au 12001, boul. de Salaberry, Dollard-des-Ormeaux (Qc), et ce, sans aucun frais.

Seules les personnes, sociétés, corporations et compagnies qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de la Ville de Dollard-des-Ormeaux située à l'adresse ci-mentionnée, sont admises à soumissionner.

La Ville de Dollard-des-Ormeaux ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Lynda Laferrière
Chef de division - ressources matérielles

Appel d'offres

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

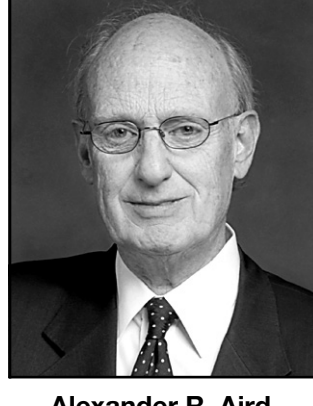
Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal, à l'attention de la greffière, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, Montréal H2Y 1C6, pour :

Catégorie : Service d'un site d'enfouissement
Appel d'offres : 2035-AE
Descriptif : Service d'un site d'enfouissement pour disposer de divers produits pour la Station d'épuration des eaux
Date d'ouverture : Mercredi, le 22 février 2006
Dépôt de soumission : Non applicable
Documents et adresse : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 2 février 2006 au Service des infrastructures, transport et environnement - Station d'épuration des eaux usées, au 12001, boul. Maurice-Duplessis, Montréal (Québec) H1C 1V3, entre 8 h 30 et 16 h.
Renseignements : Réjean Beauchamp (514) 280-4425
Vente des cahiers des charges : Téléphone : 514-280-4400 Télécopieur : 514-280-4387
Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés par la Ville de Montréal et transmise dans l'enveloppe prévue à cette fin.
Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.
La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.
Montréal, le 2 février 2006
LA GREFFIÈRE DE LA VILLE
Me Jacqueline Leduc

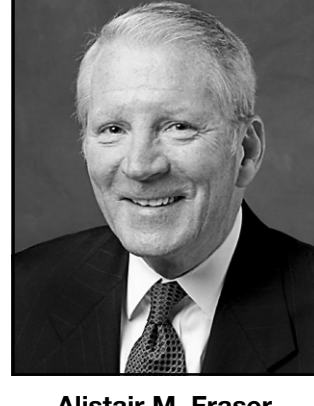
Société canadienne de la sclérose en plaques



Lou J. Maroun



Alexander R. Aird



Alistair M. Fraser

La Société canadienne de la sclérose en plaques est ravie d'annoncer l'élection de Lou J. Maroun au poste de président du conseil d'administration national. Auparavant, M. Maroun était secrétaire-trésorier de ce conseil; il a également occupé les fonctions de président du conseil d'administration de la Division de l'Atlantique de la Société canadienne de la SP. En outre, M. Maroun est président-directeur général de Summit REIT, l'une des principales sociétés de placement immobilier canadiennes et le plus important propriétaire d'édifices industriels au Canada. Parmi ses activités bénévoles, il est notamment l'un des fondateurs de Casting for Recovery Canada, organisme de bienfaisance destiné aux femmes ayant — ou ayant déjà eu — le cancer du sein. Il siège également au conseil d'administration de RealPac (Real Property Association of Canada).

Alexander R. Aird est président de la Fondation pour la recherche scientifique sur la SP, la plus importante fondation du monde consacrée exclusivement au financement de recherches novatrices visant à trouver la cause et le remède de la sclérose en plaques, ainsi que le moyen de la prévenir. Cette fondation est associée à la Société canadienne de la SP. Avant de prendre sa retraite, M. Aird était partenaire principal de Deloitte Consulting; il oeuvre toujours pour l'entreprise à titre de consultant et de directeur. En outre, il est vice-président du conseil d'administration de la Sickkids Foundation et a déjà rempli les fonctions de président du conseil d'administration du Hospital for Sick Children.

Alistair M. Fraser est président-directeur général de la Société canadienne de la sclérose en plaques, organisme de santé bénévole qui joue un rôle prépondérant dans la recherche sur la SP ainsi que dans la prestation de services aux personnes atteintes de cette maladie et à leur famille. M. Fraser est président du Groupe consultatif des directeurs généraux de la Fédération internationale de la sclérose en plaques, organisme d'envergure mondiale qui réunit 41 sociétés nationales. La Société canadienne de la SP joue un rôle de chef de file au sein de la Fédération internationale de la sclérose en plaques. De plus, M. Fraser est président du conseil d'administration du Bob Rumball Centre for the Deaf de Toronto.

Grâce au travail assidu de la Société canadienne de la SP et de la Fondation pour la recherche scientifique sur la SP, le Canada a acquis une réputation d'envergure internationale pour ce qui est de l'excellence et du caractère novateur de ses recherches sur la SP; il se distingue également par la qualité des services offerts aux personnes atteintes de cette maladie. Le Canada est l'un des pays du monde les plus touchés par cette maladie du système nerveux central, souvent invalidante. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la sclérose en plaques et sur la Société canadienne de la SP, veuillez consulter le site www.scleroseenplaques.ca



337707

3378284

DE NOTRE SITE

LAPRESSEAFFAIRES.COM

EN BREF

Exfo attire l'attention aux États-Unis

Le titre d'Exfo s'est envolé en Bourse hier, après qu'une firme américaine eut amorcé sa couverture avec une recommandation d'achat en prédisant que l'entreprise de Québec profiterait d'investissements du géant AT&T dans la fibre optique. L'action a fini la journée en hausse de plus de 10 %, à 6,50 \$, à la Bourse de Toronto. La société américaine Merriman Curhan Ford a commencé à suivre la firme d'ingénierie électro-optique. L'analyste Tim Savageaux, de Merriman, rapporte qu'AT&T augmentera de 20 % ses investissements dans son réseau de fibre optique et fera affaire avec l'entreprise québécoise. M. Savageaux considère aussi que l'industrie de la fibre optique est en phase de reprise et qu'Exfo profitera de la guerre que se livrent les sociétés de télécommunications. Enfin, il juge « hautement stratégique » une récente acquisition d'Exfo, qui a annoncé, au début de janvier, l'achat de la société torontoise Consultronics, pour 22,8 millions de dollars. Sophie Brouillet

CGI brasse des affaires à Boston

Le Groupe CGI a annoncé hier la signature d'une entente d'une durée de six ans et d'une valeur « de plusieurs millions de dollars » avec OneBeacon Insurance Group, de Boston, afin de fournir des services de gestion des processus d'affaires. Les clauses financières précises de l'entente n'ont pas été dévoilées. Les services que fournira CGI doivent permettre à OneBeacon « d'administrer ses affaires, de traiter ses polices d'assurance et de centraliser la collecte des données de manière économique ». Le titre de CGI a fini la journée d'hier à 9 \$, en hausse de 10 cents. Presse Canadienne

Le multimédia bat le film

La production multimédia se taille une place au sein de l'économie québécoise. Cette industrie a tiré 382 millions de dollars de revenus pour la période 2003-2004 et elle s'approprie une plus grande part du produit intérieur brut (PIB) que la présentation de films et de vidéo. Ce sont les données publiées hier par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). L'enquête sur le profil des établissements dresse un portrait des 340 maisons de production, excluant les distributeurs, diffuseurs et les vendeurs au détail. Les trois quarts des maisons, soit 250, sont situées dans la grande région de Montréal alors qu'une quarantaine sont établies à Québec. Michel Munger

Vioxx: les réserves de Merck grugées

Merck a déjà dépensé 42 % de ses réserves légales pour son médicament Vioxx, alors que seulement trois poursuites, sur des milliers en tout, sont parvenues jusqu'en cour. La compagnie américaine a utilisé 285 millions US de l'argent qu'elle avait mis de côté pour composer avec l'ensemble des poursuites, selon le *National Post*. Troisième fabricant de médicaments aux États-Unis, Merck a indiqué avoir ajouté 295 millions US à ses réserves pour les litiges liés au Vioxx. Elles s'élèvent désormais à 685 millions US, mais ne suffiraient que pour l'an prochain. Merck fait face à au moins 9650 poursuites relativement au Vioxx aux États-Unis. Cet antidouleur a été retiré du marché en septembre 2004, après qu'une étude eut conclu qu'il augmentait à long terme les risques de crises cardiaques et d'ACV. Des poursuites ont aussi été lancées en Europe, en Australie, au Brésil, au Canada, en Israël et en Turquie. Sophie Brouillet

Hospira ferme son usine de Montréal

PRESSE CANADIENNE

L'entreprise américaine de produits hospitaliers Hospira a annoncé hier la fermeture de ses usines de Montréal et d'Ashland (Ohio), ce qui entraînera la perte de 1100 emplois, dont 300 à Montréal.

La production montréalaise cessera en mai 2008 pour se faire par la suite dans des usines situées à Clayton (en Caroline du Nord) et à Austin (au Texas). À Montréal, cette annonce a semé la consternation chez les travailleurs dont certains comptent une trentaine d'années d'expérience.

Hospira s'est séparée de son ancienne société mère, Abbott Laboratories, en avril 2004. En mai 2005, elle établissait à Montréal son siège social pour ses activités canadiennes. Malgré la fermeture de sa seule usine canadienne, le siège social demeurera dans l'arrondissement de Saint-Laurent de même que le centre de soutien technique, où travaillent une douzaine de personnes, a indiqué hier le directeur régional, Gery Stefanatos, chez Hospira Healthcare Corporation.

« On a une surcapacité de volume pour les produits fabriqués à Mon-

tréal. Les coûts sont très élevés à l'usine de Montréal par rapport aux usines du Texas et de la Caroline du Nord. Pour être plus concurrentiels, on a pris la décision de fermer », a déclaré M. Stefanatos.

« C'est certain que les coûts de main-d'oeuvre sont un facteur, mais il y en a d'autres », a-t-il ajouté.

Selon le syndicat, affilié aux Teamsters, le taux horaire est de 18 \$ à 20 \$.

Pour s'assurer que les travailleurs

geste de l'employeur qui survient après bien des efforts pour améliorer la rentabilité de l'usine et sa survie. « L'an passé, ils avaient menacé de fermer l'usine. On avait travaillé pour rouvrir la convention collective. En assemblée, on avait décidé de leur donner des conditions gagnantes. On était prêts à faire des aménagements équivalant à une baisse de 20 % des salaires. Finalement, ils ont refusé. »

« On a demandé s'ils désiraient

« On était prêts à faire des aménagements équivalant à une baisse de 20 % des salaires. Finalement, ils ont refusé. »

demeureront en poste d'ici la fermeture, M. Stefanatos a indiqué que des négociations seront bientôt entreprises avec le syndicat « pour venir à un nouveau contrat qui va couvrir la période jusqu'à la fermeture de l'usine ».

« Nous voulons nous assurer d'avoir l'approvisionnement de produits, sans interruption, pour le marché canadien », a-t-il dit.

Pour sa part, le président du syndicat, Pierre Bisailon, a déploré le

une aide financière. On était prêts à s'adresser au gouvernement et au Fonds de solidarité de la FTQ. Au départ, quand ils ont acquis d'Abbott, tout était beau, mais l'an passé, ce n'était plus le cas. On a même rencontré le ministre de la Santé, Philippe Couillard, pour que les hôpitaux commandent davantage de produits de Hospira, des solutés par exemple. Le ministre avait fait des efforts. Mais voilà qu'ils ferment. »

Sur son site Internet, Hospita qua-

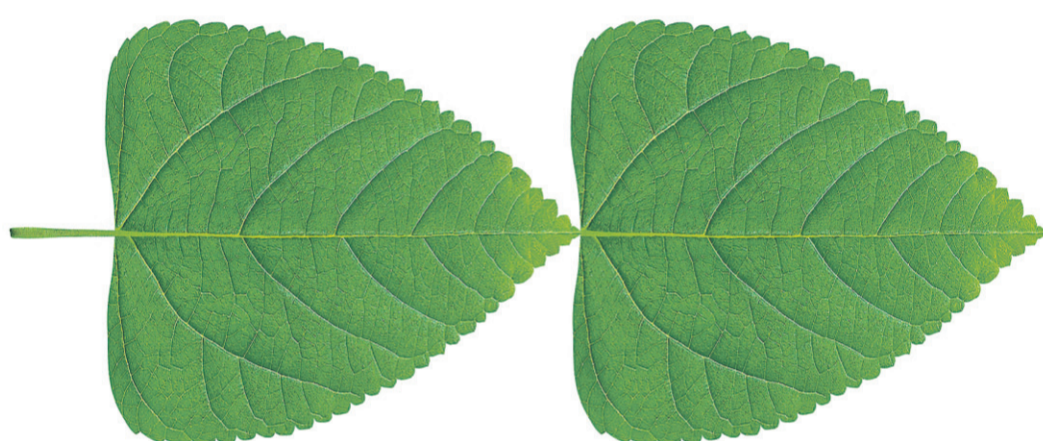
lifie son annonce de fermeture d'usines de Montréal et d'Ashland de « projets d'optimisation de ses opérations de fabrication ».

Les usines de Montréal et d'Ashland ne sont pas les premières à être touchées.

En août dernier, Hospira annonçait son intention de fermer son usine de Donegal, en Irlande, dans 18 mois. Conséquemment 550 travailleurs vont y perdre leur emploi, la production étant transférée aux usines en République dominicaine et au Costa Rica.

Les fermetures d'usines de Montréal et d'Ashland ainsi que le déménagement graduel des activités de production de l'usine de North Chicago entraîneront un débours net se situant entre 58 et 73 millions de dollars, mais l'entreprise croit pouvoir réaliser des économies annuelles de 15 millions dès 2008 et de 30 millions dès 2010.

En 2004, Hospira, dont le siège social se trouve à Lake Forest, en Illinois, et qui compte quelque 13 000 employés dans 14 usines, avait généré un chiffre d'affaires d'environ 2,6 milliards US, dont environ 15 % provenaient de l'extérieur des États-Unis.



La haute vitesse à emporter.™

Au bureau comme en déplacement, soyez productif grâce au réseau sans fil haute vitesse le plus rapide.

- Restez branché même en route
- Au moins 5 fois plus rapide* que le réseau de Rogers™
- Choisissez parmi une vaste gamme de dispositifs
- Utilisez votre ANP pour brancher votre ordinateur portatif à Internet



Visitez Vos affaires en évolution™ à telusmobilite.com/affaires.

le futur est simple™



BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Solutions Affaires
 TELUS Mobilité
 1 866 446-2046
 centresolutionsd'affaires.tm@telusmobilite.com
 MONTRÉAL

Montréal
 5554, av. de Monkland
 950, rue Sainte-Catherine Ouest
 4202, rue Saint-Denis

Action Télécom Inc.
 1531, rue Notre-Dame Ouest
 (514) 989-9952
Communications MOBILENET Inc.
 5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
 (514) 788-5080
Instant Page
 1682, av. Mont-Royal Est
 (514) 527-2080

Dollard-des-Ormeaux
 La Zone SCP
 3343J, boul. Des Sources
 (514) 421-9889
Saint-Léonard
 Communications Métropolitaine
 5580, boul. Métropolitain Est
 (514) 259-1988

Saint-Laurent
 D2 Technologie Inc.
 2119, boul. Marcel-Laurin
 (514) 904-5888
P C Page Communications Inc.
 3832, boul. Côte-Vertu
 (514) 339-1130

RIVE NORD
Laval
 Laval Est (Autoroute 440/Sortie 19)
 Contact Com D.L. Communications
 1521, autoroute 440 Ouest
 (450) 682-3888
 Digital Radio Communication Inc.
 2304, aut. Chomedey Ouest
 (450) 689-9099

Raytech Electronique Inc.
 1451, boul. des Laurentides
 (450) 975-1015
SRAD Communications Inc.
 2995, boul. Dagenais, local D
 (450) 622-1748

RIVE SUD
Brossard
 Proxi Telecom Inc.
 7591, boul. Tachereau Ouest
 (450) 766-2020

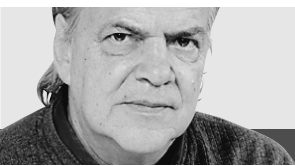
Centre de villégiature en montagne
 #1 de l'est du Canada

la vie
 au sommet
 À partir
 de 105 000 \$

Sommet exclusif avec vues spectaculaires.
 Revenus de location. **Demandez votre
 pochette d'information 1 888.425.3777**

WYNDHAM
CAP TREMBLANT
 www.captremblant.com

Service offert avec certains dispositifs à l'intérieur des zones de couverture EVDO de TELUS Mobilité là où la technologie le permet. *Selon une comparaison entre notre vitesse descendante de pointe pouvant atteindre 2,4 Mbps et celle des réseaux EDGE pouvant atteindre 0,4736 Mbps. La largeur de bande peut varier en fonction de plusieurs facteurs dont l'emplacement de l'utilisateur, la configuration du réseau, l'environnement et la configuration du type de dispositif de l'utilisateur. Rogers est une marque de commerce de Rogers Communications Inc. © 2006 TELUS Mobilité.



LA PRESSE D'AILLEURS

RÉAL PELLETIER

Discours de Bush: encore de la poudre aux yeux

Nous avons une économie « en santé », voire une économie « vigoureuse », disait avec fierté avant-hier le président des États-Unis, lors du traditionnel discours sur l'état de l'Union. Et le chef de la Maison-Blanche de lancer un de ces chiffres magiques qui font toujours leur petit effet: 1,6 million de nouveaux emplois sous George W. Bush.

Le problème, c'est que de moins en moins d'Américains avalent ce type de langage, comme en font foi les sondages des derniers mois. Les emplois qu'on crée, mis à part la haute technologie, n'ont ni la teneur ni le rendement salarial qu'avaient ces bons vieux jobs manufacturiers. Le gouvernement central réduit le fardeau fiscal tout en se déchargeant, sur le dos des gouvernements locaux, de nombreuses responsabilités, ce qui entraîne une croissance remarquable des impôts fonciers un

peu partout. Les hausses non moins remarquées des coûts du carburant et des soins de santé — traitements et médicaments — effacent les moindres traces des hausses salariales. Finalement, de vastes régions côtières de la géographie américaine sont présentement soumises, vu l'ampleur des récents dégâts climatiques, à des hausses de primes d'assurance époustoufflantes.

Nouveaux emplois cheap

La vie devient de plus en plus dure pour une grande partie de la classe moyenne aux États-Unis, observent plusieurs analystes. Le *Chicago Tribune* rappelle que les États-Unis ont perdu 3,3 millions d'emplois industriels depuis 1990. Le pays compte 5,2 millions de moins de travailleurs syndiqués qu'en 1973. Dans ce qui reste d'emplois industriels, le travailleur gagne 89 cents de moins l'heure qu'il ne touchait

en 1973, inflation prise en compte.

Et le vent n'annonce rien de bon: Robert Miller, président du grand fabricant de pièces d'automobile Delphi — entreprise qui fait affaire sous la protection de la loi des faillites — a déjà menacé de faire passer le salaire horaire de 27 \$ à 9,50 \$. Le phénomène s'est vu ailleurs, note le *Chicago Tribune*: chez le puissant Caterpillar, l'ouvrier

Le fardeau foncier

On a beaucoup parlé des effets du coût du pétrole et des soins de santé pour le consommateur. D'autres fardeaux moins visibles s'ajoutent: les impôts fonciers par exemple.

Le *Wall Street Journal* évoquait hier la fronde qui s'organise dans de multiples États à la fois contre les hausses d'évaluation — portées par la bulle de la propriété immobilière — et les taux d'imposition. Le Census Bureau le confirme: les impôts fonciers ont rapporté 65,3 milliards US au troisième trimestre de 2005, en hausse de 41 % par rapport au même trimestre de l'an 2000. Les municipalités font face à des coûts croissants de retraite et de soins de santé pour leurs employés, en même temps qu'elles doivent investir dans le respect de normes décrétées par Washington, comme le programme *No Child Left Behind* du président Bush. Le même président Bush qui, dans l'intervalle, entend verrouiller à long terme les réductions fiscales fédérales déjà adoptées, comme il l'a rappelé dans son discours de mardi soir.

Primes d'assurance en hausse

Dame Nature dans l'intervalle harcèle de plus en plus sévèrement les vastes régions côtières américaines où s'entassent progressivement ménages et retraités. Or, les ouragans du type *Katrina* font grimper en flèche les primes d'assurance. Dans un comté comme Palm Beach, en Floride, les primes ont déjà augmenté substantiellement et l'État étudie la perspective d'une hausse supplémentaire de 40 %. Sur la côte du golfe du Mexique, les primes pourraient augmenter de 130 %. Les régions exposées aux incendies de forêt dans l'Ouest ou au verglas dans le Nord-Est y passent aussi, signale le *Wall Street Journal*.

Voici donc une économie « en santé », « vigoureuse », disait M. Bush mardi soir. Le citoyen américain en est moins sûr quand il compte méticuleusement ce qui lui reste d'argent de consommation. Et les statistiques concernant le quatrième trimestre de 2005 n'ont rien pour le rassurer: un taux de croissance de 1,1 %, le plus faible taux semestriel en trois ans, dû tant à une baisse de consommation qu'à une réduction des investissements industriels.

De moins en moins d'Américains avalent ce type de langage.

n'entre plus à 20 \$ l'heure, mais plutôt à 10 \$ l'heure. L'ouvrier Robert Johnson, de Decatur, en Illinois, a été viré d'une centrale nucléaire où il gagnait 29 \$ l'heure, et s'est recasé chez Caterpillar l'an dernier à 12,24 \$ l'heure, quelques jours avant de prendre un emploi qu'il avait accepté à 7 \$ l'heure dans un magasin Target. Compte tenu de ses obligations, cet ouvrier a désormais du mal à se payer une tranche de pizza à 3 \$ le midi.

HEC MONTRÉAL
CHAIRE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE
RBC Groupe Financier

HEC MONTRÉAL
CHAIRE DE GESTION DES ESPACES COMMERCIAUX ET DU SERVICE À LA CLIENTÈLE

Sont fiers de vous présenter l'événement de l'année **2006**
Difficile à suivre le rythme des nouvelles technologies ?
Venez rencontrer nos experts...

Jacques **Nantel**, Philippe **Hugron**, Luc **Cormier** et plusieurs autres!

DÎNER CONFÉRENCE
Le mardi 21 février 2006 12h

Avec **Jean-François Bouchard**
Président Diesel

ASSOCIATION MARKETING DE MONTRÉAL MEMBRE AMERICAN MARKETING ASSOCIATION

Créer ou crever : L'ÈRE DE LA CRÉATIVITÉ COMMERCIALE

La créativité peut-elle, doit-elle... constituer un vecteur de compétitivité pour les entreprises nord-américaines? Jean-François Bouchard, président de Diesel en est convaincu. Lors de son passage comme conférencier à l'AMM, il exposera sa vision basée sur cette valeur et fera valoir pourquoi la créativité commerciale se taillera une place grandissante dans un contexte changeant d'évolution du consommateur et de l'économie. Jean-François présentera en outre le credo de Diesel en matière de créativité.

Jean-François Bouchard
Président, Diesel

Marriott Château Champlain, Salle de Bal, 1050, de la Gauchetière Ouest, Montréal

Membres: 55\$ / Non-membres: 80\$
Table de 10 personnes: 700\$

Téléphone: (514) 499-1391
Télécopieur: (514) 842-4886

Inscrivez-vous en ligne
www.marketing-montreal.com

Partenaire principal

Partenaires associés

Amis de l'AMM

Lorsque Magdalena Vidaic est arrivée au Canada, elle a commencé à vendre ses strudels aux pommes faits maison pour joindre les deux bouts. Soixante ans plus tard, la boulangerie familiale brasse de grosses affaires. Maggie, petite-fille de la fondatrice, élevée dans les traditions des strudels, adore « jouer à la pâtissière » avec sa Nana. Pour Magdalena, c'est la plus douce des récompenses.

Avantage : Assante

Le patrimoine familial est le résultat d'un travail acharné et d'une planification financière prudente. Choisir le bon conseiller financier est essentiel, car cette décision se répercutera sur la prospérité de votre famille et celle des générations à venir.

Voilà pourquoi tant de Canadiens se tournent vers Gestion de patrimoine Assante. Aucune autre firme de consultants financiers n'offre le niveau d'expertise d'Assante. Des placements à l'assurance en passant par la planification fiscale et successorale, votre conseiller Assante utilise un réseau d'analystes, comptables et conseillers juridiques de premier ordre afin d'optimiser toutes les facettes de votre patrimoine familial.

D'après Mme Vidaic, c'est une recette à succès.

Pour une consultation privée concernant les besoins de gestion du patrimoine de votre famille, veuillez contacter la succursale Assante de votre région ou visiter assante.com

GESTION DE PATRIMOINE
Assante

Soyez bien conseillé.

Le logo d'Assante et Gestion de patrimoine Assante sont des marques de commerce d'Assante Corporation, utilisées aux termes d'une licence.

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

Meilleure performance en 50 mois



RÉJEAN BOURDEAU
FIN DE SÉANCE

La Bourse de Toronto commence l'année en force.

Porté par la hausse des cours du pétrole et par le nouveau plan d'affaires de BCE, le S&P/TSX a franchi les 12 000 points en cours de séance hier.

Cette poussée fait suite à un gain de 6 % en janvier, la meilleure performance mensuelle de l'indice en un peu plus de quatre ans. En novembre 2001, l'indice avait grimpé de 7,8 %.

« L'année commence en lion, est-ce qu'elle finira en mouton ? » lance Pierre Lapointe, de la Financière Banque Nationale.

Le stratège adjoint constate que les titres liés aux ressources naturelles ont propulsé la Bourse canadienne en janvier.

Les secteurs des matériaux et de l'énergie ont bondi respectivement de 12,8 % et de 12,2 % au cours du mois.

« L'impact est d'autant plus grand que ces deux secteurs comptent pour 45 % de l'ensemble de la Bourse de Toronto », explique-t-il.

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier

- 1 BCE (BCE)
- 2 Minières DU Nord (MDN)
- 3 Bombardier (BBD.SV.B)
- 4 CGI (GIB.SV.A)
- 5 Google (GOOG)
- 6 Groupe Jean Coutu (PJC.SV.A)
- 7 Alcan (AL)
- 8 Raymor Industries (RAR)
- 9 ConjuChem (CIC)
- 10 Labopharm (DDS)

Du côté des matériaux, les compagnies minières diversifiées ont gagné 15,2 %, grâce aux avancées de Teck Cominco (TEK.SV.B, 18,4 %) et d'Inco (N, 14,9 %).

Elles sont suivies de très près par la progression de 15 % des sociétés aurifères.

Pour tout dire, janvier a été un mois en or pour les producteurs de métal jaune. Pas moins de cinq entreprises de ce groupe figurent parmi les 10 plus performantes du S&P/TSX : Centerra Gold (CG, 49,2 %), Bema Gold (BGO, 38 %), Golden Star (GSC, 34,3 %), NovaGold (NG, 32,7 %) et Aur Resources (AUR, 29,7 %).

Plusieurs facteurs expliquent la poussée de l'or, qui est passée de 470 \$US à 570 \$US l'once depuis septembre dernier, souligne Pierre Lapointe.

Parmi eux, il y a la forte demande internationale, les risques grandissants d'un atterrissage en douceur aux États-Unis et les pressions à la baisse sur le dollar américain.

Par ailleurs, ajoute-t-il, le secteur de l'énergie a continué sa poussée en janvier après un bond spectaculaire de 61,3 % l'an dernier.

« Les pays émergents ont besoin de pétrole, rappelle le stratège. Sans compter que les risques géopolitiques maintiennent les cours élevés. »

M. Lapointe signale que le bras de fer engagé entre la communauté internationale et l'Iran, qui souhaite développer son programme nucléaire, créé des incertitudes.

Il souligne que l'Iran produit 4 millions de barils par jour sur une production mondiale de 82 millions.

Les pétrolières canadiennes profitent du contexte favorable à l'or noir.

Au cours du dernier mois seulement, le titre du producteur UTS Energy a grimpé de 41,8 %.

Pour sa part, la pétrolière intégrée Petro-Canada, spécialisée en exploration, en raffinage et en distribution, a avancé de 18,4 % en janvier.

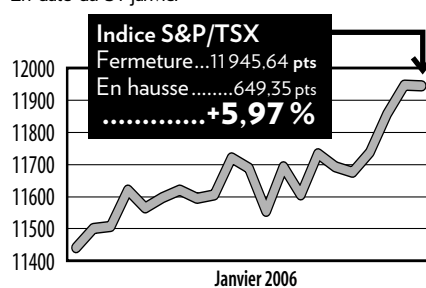
Du côté des perdants, le stratège remarque que le secteur des services publics (pipelines, électricité, etc.) a perdu 5,8 %.

« Le rendement de ses titres a été

REVUE DU MOIS DE JANVIER

	ANNÉE 2005	JANVIER 2006
S&P 500	3,0%	2,5%
NASDAQ	1,4%	4,6%
Dow Jones	-0,6%	1,4%
S&P/TSX	21,9%	6,0%
Matériaux	13,9%	12,8%
Énergie	61,3%	12,2%
Industriel	16,5%	6,9%
Consommation de biens durables	8,5%	2,4%
Finance	20,5%	1,4%
Santé	-3,8%	1,3%
Technologie	-15,8%	-0,4%
Télécoms	9,3%	-1,8%
Consommation courante	-2,2%	-1,9%
Services publics	33,4%	-5,8%

En date du 31 janvier



Source: Bloomberg, Financière Banque Nationale



PIERRE LAPOINTE
Stratège adjoint à la Financière Banque Nationale

PLUS : les ressources naturelles connaissent une bonne performance

MOINS : avec 45% de sa valeur dans l'énergie et les matériaux, l'indice boursier canadien est mal diversifié

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

REVUE BOURSIÈRE

Toronto atteint les 12 000 points

PRESSE CANADIENNE

TORONTO – La Bourse de Toronto a pour la première fois franchi la barre des 12 000 points, hier, ayant notamment profité de la hausse des cours des titres technologiques.

Toutefois, l'indice de la place boursière est redescendu, en après-midi, en raison de la faible tenue des actions des secteurs de l'énergie, de l'or et des métaux de base, principaux moteurs des gains récemment effectués.

L'indice a finalement terminé la séance à 11 952,14, en hausse de 6,50 points par rapport à son taux de clôture de la veille. Il s'agit néanmoins d'un record pour l'indice torontois.

Le S&P/TSX s'est élevé à pas moins de 12 012,66, points.

« Si février ressemble à janvier, je crois que nous devrions crier victoire et nous en aller parce que je pense que ce sera tout pour l'année », a affirmé John Kinsey, gestionnaire de portefeuille chez Caldwell Securities.

« Je me demanderais s'il nous restait quelque chose pour le reste de l'année », a-t-il ajouté.

Les solides résultats du mois de janvier font suite à la progression de 22 % enregistrée par l'indice en 2005. Cette augmentation avait été favorisée par la hausse de 60 % observée dans le secteur énergétique.

Par ailleurs, la Bourse de croissance TSX a clôturé hier à 2564,13, en hausse de 8,27 points.

L'indice composite Dow Jones des 30 valeurs industrielles de Wall Street a gagné 89,09 points, à 10 953,95. Le composite NASDAQ a pour sa part progressé de 4,74 points, à 2310,56, tandis que l'indice S&P 500 gagnait 2,38 points, à 1282,46.

Nortel Networks en Chine

PRESSE CANADIENNE

TORONTO – Nortel Networks et sa grande rivale chinoise Huawei Technologies ont annoncé, hier, la signature d'un protocole d'entente en vue de former une coentreprise spécialisée dans la mise au point de solutions d'accès à bande ultra large pour les marchés du monde entier.

Le géant torontois et l'entreprise chinoise, dont le siège est situé à Shenzhen, ont également signé une entente d'approvisionnement permettant à Nortel « de commencer sans tarder à promouvoir le portefeuille de solutions d'accès à large bande de pointe de Huawei auprès des clients ». Nortel a indiqué que la formation de cette coentreprise permettrait aux fournisseurs de services de réaliser la convergence entre la prestation de services de transmission voix, vidéo, données et sans fil aux clients d'affaires et résidentiels, par le truchement d'une plateforme IP commune compatible avec les réseaux à fils de cuivre, à fibre optique et à accès fixe sans fil.

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé, baissé, le prix de l'argent de (\$ - 0 0900) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

Mercredi: \$9 7550.

MONTRÉAL — Handy & Harman évaluait, mercredi, le prix de l'argent canadien à (\$ 11 506) (\$ - 0 151) l'once troy.

NEW YORK — Handy & Harman évaluait, mercredi, le prix de l'argent américain à (\$ 9 755) (\$ - 0 100) l'once troy.

LES MÉTAUX

MARCHÉ DE LONGS PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE CUIVRE (catégorie-A-)

comptant	4919,0—4919,5
3 mois	4837,0—4838,0
15 mois	4300,0—4310,0

PLOMB

comptant	1409,5—1410,0
3 mois	1347,0—1348,0
15 mois	1233,0—1238,0

ALUMINIUM

comptant	2495,0—2496,0
3 mois	2512,5—2513,5
15 mois	2395,0—2400,0

NICKEL (dollars)

comptant	15575,0—15200,0
3 mois	15295,0—15300,0
15 mois	14625,0—14725,0

ÉTAIN

comptant	7690,0—7695,0
3 mois	7660,0—7670,0
15 mois	7550,0—7600,0

ZINC (qualité supérieure)

comptant	2317,5—2318,0
3 mois	2329,0—2330,0
15 mois	2203,0—2208,0

Un doublé pour Gildan

PRESSE CANADIENNE

Le fabricant de t-shirts et de chaussettes de coton Gildan a réalisé un bénéfice net de 16,2 millions US, ou 27 cents US par action, pour son premier trimestre terminé le 1^{er} janvier. Il s'agit d'une augmentation de 92 % par rapport au bénéfice enregistré à la période correspondante l'an dernier. Les ventes n'ont pourtant augmenté que de 10 %, pour atteindre 120,3 millions US.

Avant la publication des états financiers trimestriels, l'action de la compagnie avait clôturé la séance à 56,51 \$CAN, en hausse de 1,98 \$, à la Bourse de Toronto.

Gildan a annoncé hier qu'elle révisait à la hausse ses prévisions pour les prochains trimestres. Elle s'attend désormais à des profits par action de 45 cents US pour le trimestre en cours et de 1,90 \$US pour l'exercice. En 2005, le profit par action s'était chiffré à 1,55 \$US.

Avant la publication des états financiers trimestriels, l'action de la compagnie avait clôturé la séance à 56,51 \$CAN, en hausse de 1,98 \$, à la Bourse de Toronto.

BlackBerry crie victoire

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – Le groupe canadien Research In Motion (RIM), créateur du BlackBerry, a annoncé hier avoir obtenu gain de cause auprès de l'office américain des brevets (USPTO) dans un des litiges l'opposant à la société américaine NTP.

L'action de RIM a progressé de 9 % pour clôturer à 73,61 \$US au NASDAQ à la suite de ces informations.

Selon RIM, l'office des brevets n'a pas trouvé de justification aux plaintes de NTP concernant cinq des sept brevets utilisés par RIM pour son BlackBerry, un téléphone-agenda électronique très populaire aux États-Unis. NTP peut toutefois encore faire appel de cette décision.

RIM et NTP s'affrontent depuis 2002, la société américaine accusant le groupe canadien d'avoir violé des brevets pour mettre au point le BlackBerry.

RÉSULTATS FINANCIERS

		REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION		
		Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.	Var. %
Abitibi-Consolidated Inc. (A / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	1 310 000	1 347 000	-3	(355 000)	(108 000)	—	(0,81)	(0,24)	
Papier/Prod. forest./Conten., Québec	12 mois	5 342 000	5 299 000	1	(350 000)	(36 000)	—	(0,80)	(0,08)	
BCE Inc. (BCE / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	4 986 000	4 769 000	5	413 000	417 000	-1	0,44	0,45	
Télécom., Québec	12 mois	19 105 000	18 368 000	4	1 891 000	1 523 000	24	2,04	1,65	
Cameco Corp. (CCO / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	522 265	360 681	45	81 142	36 705	22	0,47	0,21	
Mines/Métaux, Saskatchewan	12 mois	1 312 655	1 048 487	25	217 631	278 785	-12	1,25	1,63	
Dominar Inc. (DTC / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	1 159 000	1 209 000	-4	(348 000)	(26 000)	—	(1,51)	(0,11)	
Papier/Prod. forest./Conten., Québec	12 mois	4 966 000	5 115 000	-3	(388 000)	(42 000)	—	(1,69)	(0,19)	
Enbridge Income Fund (ENF.UN / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	63 700	59 900	6	2 500	2 400	4	0,07	0,07	
Services publics, Alberta	12 mois	249 000	239 800	4	15 200	10 400	46	0,44	0,30	
Gildan Activewear Inc. (GIL / TSX)	1 jan. - 1 ^{er} trim.	120 310	108 957	10	16 195	8 387	93	0,27	0,14	
Détail, Québec										
Lafarge North America Inc. (LAF / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	1 142 700	1 004 900	14	144 600	98 700	47	1,91	1,32	
Construction/Bâtiment, N/A	12 mois	4 309 600	3 763 300	15	271 000	295 500	-8	3,59	3,98	
Liquidation World Inc. (LQW / TSX)	1 jan. - 1 ^{er} trim.	57 146	51 685	11	1 946	939	107	0,23	0,11	

Détail, Alberta

Norbord Inc. (NBD / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	351 000	335 000	5	52 000	41 000	27	0,36	0,26	
Papier/Prod. forest./Conten., Ontario	12 mois	1 462 000	1 486 000	-2	248 000	326 000	-24	1,62	2,16	
Open Text Corp. (OTC / TSX)	31 déc. - 2 ^e trim.	110 771	114 692	-3	2 721	10 970	-75	0,06	0,22	
Ord./Électron./Logiciels, Ontario	6 mois	203 401	200 288	2	(10 147)	9 984	—	(0,21)	0,20	
Pembina Pipeline Income Fund (PIF.UN / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	77 197	71 840	7	21 705	15 374	41	0,19	0,15	
Pétrole/Énergie, Alberta	12 mois	286 897	278 291	3	70 409	60 423	17	0,65	0,60	
Rogers Sugar Income Fund (RSI.UN / TSX)	31 déc. - 1 ^{er} trim.	118 040	106 421	11	11 160	11 156	0	0,11	0,11	
Aliment./Boissons, Québec										
Taiga Building Products Ltd. (TBL.UN / TSX)	31 déc. - 3 ^e trim.	257 362	277 909	-7	379	763	-50	0,01	0,02	
Papier/Prod. forest./Conten., C.-B.	9 mois	898 268	1 045 782	-14	5 308	12 074	-56	0,16	0,37	
TSX Group Inc. (X / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	76 264	63 787	20	27 813	18 601	50	0,41	0,27	
Banques/Services fin., Ontario	12 mois	289 964	243 430	19	103 353	68 490	51	1,52	1,01	

Source: CNW Group

Inscrivez-vous au site

www.lapresseaffaires.com

et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

TAUX D'INTÉRÊT

	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME					HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES										
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
BANQUES																					
BMO Banque de Montréal	5,000	1,50	1,60	1,60	1,70	1,000	2,55	2,75	2,85	2,95	3,10	4,80	7,49	5,05	7,25	4,80	4,95	5,34	5,49	5,59	
Banque Scotia	5,000	1,50	1,60	1,60	1,70	1,000	2,55	2,75	2,85	2,95	3,10	5,25	7,55	5,70	7,95	5,75	5,90	6,00	6,15	6,30	
CIBC	5,000	1,50	1,60	1,60	1,70	1,000	2,55	2,75	2,85	2,95	3,10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
CIBC Mortgages	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	3,74	8,10	6,50	8,00	5,70	5,95	6,05	6,20	6,30	
Caisse Desjardins	5,000	1,50	1,50	1,50	1,70	1,000	2,55	2,75	2,85	2,95	3,10	—	7,55	5,60	7,95	5,					

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

Table of 50 stock tickers with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

Table of 50 stock tickers with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO

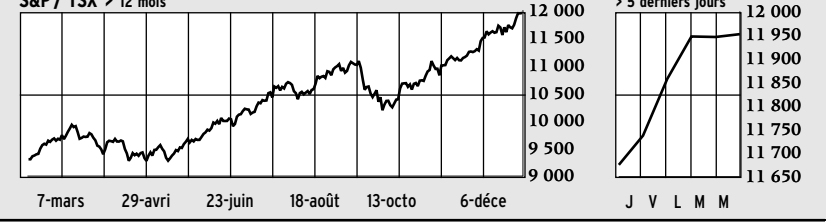


Table with market summary: HIÉR, OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN.

Table with market summary: ACTIONS NÉGOCIÉES, GAINS, PERTES, INCHANGÉES.

Table with market summary: SOUS-INDICES, FERMETURE, VARIATION.

Table with market summary: AUTRES INDICES CANADIENS, FERMETURE, VAR., VAR. (%)

Table with market summary: LES 10 PLUS ACTIFS, VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (\$)

Table with market summary: TITRES GAGNANTS EN %, TITRES PERDANTS EN %

BOURSE DE CROISSANCE TSX

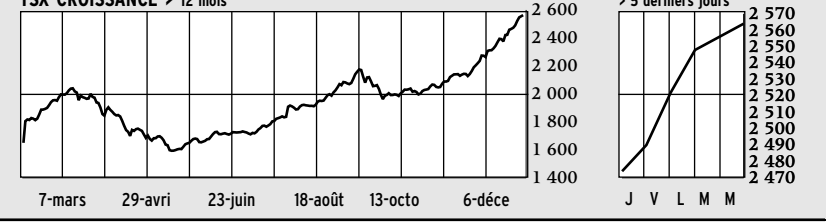


Table with market summary: HIÉR, OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN.

Table with market summary: ACTIONS NÉGOCIÉES, GAINS, PERTES, INCHANGÉES.

NEW YORK

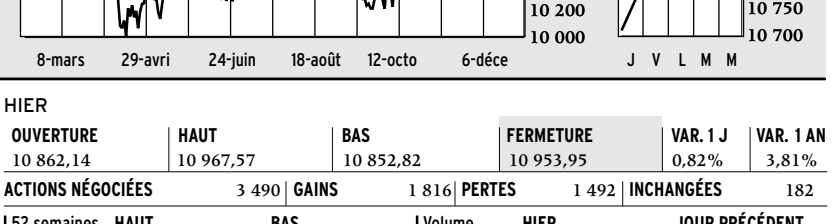


Table with market summary: HIÉR, OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN.

Table with market summary: ACTIONS NÉGOCIÉES, GAINS, PERTES, INCHANGÉES.

NASDAQ

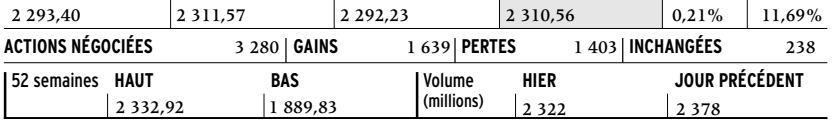


Table with market summary: HIÉR, OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN.

Table with market summary: ACTIONS NÉGOCIÉES, GAINS, PERTES, INCHANGÉES.

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

Large table listing 100 Quebec-based companies with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

ÉTATS-UNIS LES 100 GÉANTS

Large table listing 100 major US companies with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

Liste des 100 sociétés inscrites sur les marchés américains ayant la plus forte valeur boursière. La liste est révisée à chaque trimestre. / MM \$ Millions de dollars US

COMMENTAIRES ET ANALYSES

Comment lire les cotes financières. Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seulement les titres transigés au cours de la journée. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les cotes premières décimales apparaissent.

Société (symbol): Nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses. Div.: Dividende par action sur base annuelle. Volume (100): En centaines, et calculé à la clôture officielle.

Ferm.: Cours à l'arrêt des transactions. Ch. Net.: Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente.

52 sem.: Haut: Sommet atteint au cours des 52 dernières semaines. 52 sem.: Bas: Plancher atteint au cours des 52 dernières semaines.

Caractères gras: Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines au cours de séance.

Société Volume ch. 52 sem. Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table of stock prices for companies starting with 'A', including Aastra T, ABB, ABC, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'B', including Banc, BARRON, BARRON, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'C', including CACI, CAI, CAI, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'D', including DALS, DANIEL, DANIEL, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'E', including EAGLE, EAGLE, EAGLE, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'F', including FALCON, FALCON, FALCON, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'G', including GAGNE, GAGNE, GAGNE, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'H', including HAYCO, HAYCO, HAYCO, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'I', including IAL, IAL, IAL, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'J', including JAGUAR, JAGUAR, JAGUAR, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'K', including KASTEN, KASTEN, KASTEN, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'L', including LALON, LALON, LALON, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'M', including MARI, MARI, MARI, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'N', including NAL, NAL, NAL, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'O', including OLY, OLY, OLY, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'P', including PAL, PAL, PAL, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'Q', including QAL, QAL, QAL, etc.

Table of stock prices for companies starting with 'R', including RAL, RAL, RAL, etc.

Vivez l'expérience « The Power Within ». Des LEADERS EXCEPTIONNELS transformeront votre performance en AFFAIRES, et sur les plans PROFESSIONNEL et PERSONNEL.

EN PERSONNE À MONTRÉAL

Le 7 mars 2006

Palais des congrès de Montréal • 201, avenue Viger ouest • De 8 h 30 à 17 h 30

L'honorable

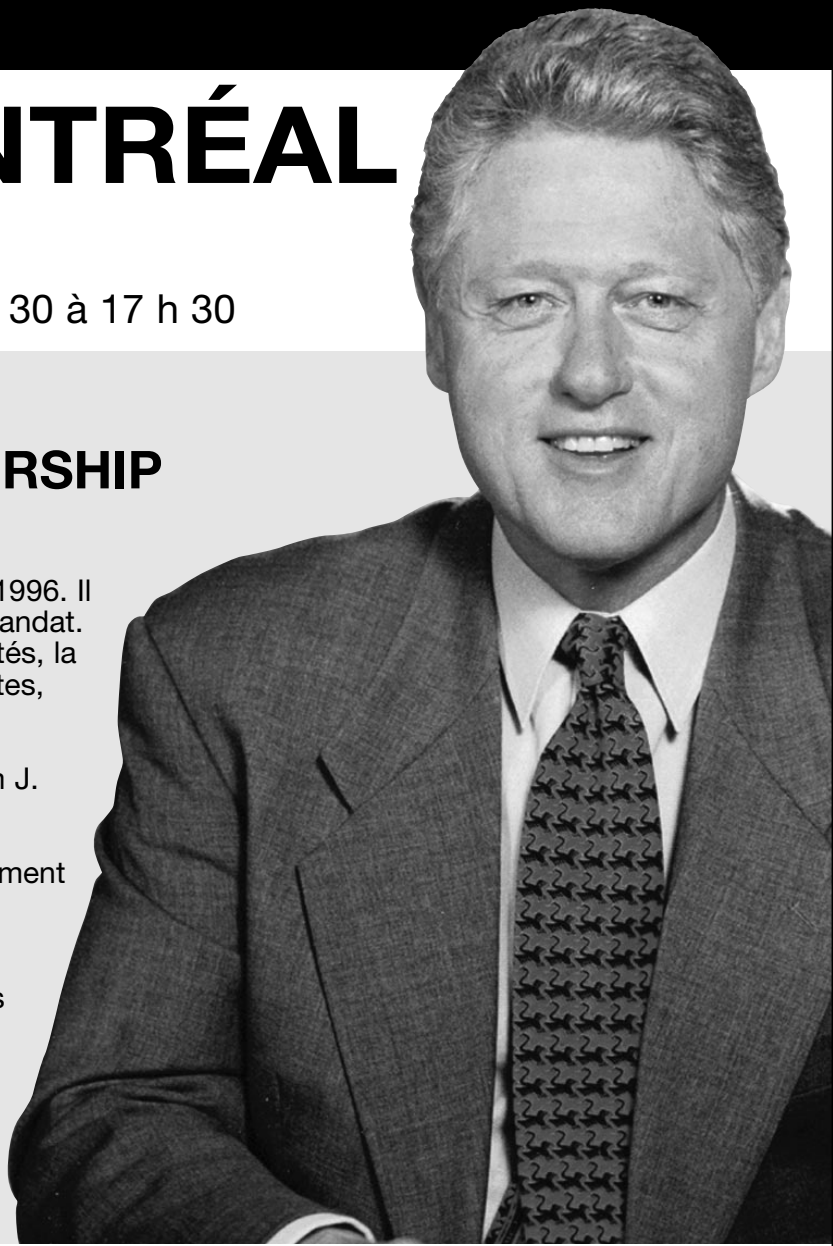
William Jefferson Clinton LEADERSHIP

42^e président des États-Unis

William Jefferson Clinton a été élu président des États-Unis en 1992 et de nouveau en 1996. Il est le premier président démocrate en soixante ans à se faire élire pour un deuxième mandat. Les valeurs fondamentales du président Clinton, savoir le développement des collectivités, la création d'emplois et la relance économique, ainsi que l'obligation de rendre des comptes, ont permis au pays de connaître un progrès sans précédent.

Après son départ de la Maison blanche, le président Clinton a créé la Fondation William J. Clinton, qui a pour mission d'améliorer la capacité des habitants des États-Unis et du monde entier afin qu'ils puissent relever les défis de l'interdépendance mondiale. La Fondation s'intéresse à quatre secteurs précis : la sécurité de la santé, plus particulièrement le VIH/SIDA, la responsabilisation économique, le service au citoyen et la réconciliation raciale, ethnique et religieuse.

De plus, le président Clinton est coprésident du Fonds des familles pour la liberté, avec le sénateur Bob Dole, qui a amassé 100 millions de dollars en bourses d'études pour les familles des personnes qui ont perdu la vie dans l'attaque du 11 septembre. Le président Clinton a récemment accepté le poste d'envoyé spécial des Nations Unies pour le secours aux victimes du tsunami.



Lance Armstrong

Sept fois champion du TOUR DE FRANCE

MOTIVATION

Lance Armstrong, champion national et mondial de cyclisme, participant aux Jeux olympiques à deux reprises, humanitaire réputé, modèle, survivant du cancer et sept fois champion du Tour de France, est l'une des vedettes les plus primées et charismatiques qu'a connues le cyclisme. Il a fait la manchette à Paris le 25 juillet 1999 après avoir réalisé la remontée la plus spectaculaire de l'histoire du sport. Il est plus qu'un athlète sensible et il est sans l'ombre d'un doute un compétiteur passionné et courageux. Il possède aussi une force de caractère et une générosité d'esprit qui ne sont pas toujours apparentes mais qui caractérisent à la perfection ce héros modeste et franc.

LA PRESSE

CONFÉRENCIERS EN DIRECT SUR PLACE!

RENCONTREZ DES AUTEURS À SUCCÈS RECONNUS INTERNATIONALEMENT.

MANAGEMENT

Chuck Martin

Tough Management
Chuck Martin est un auteur de livres d'affaires à succès au palmarès du New York Times, un chercheur, un conférencier et un stratège d'entreprise. Ancien vice-président d'IBM à la tête d'une division mondiale, Martin a contribué à établir des stratégies d'entreprise à succès pour d'importantes sociétés mondiales. Avant d'entrer au service d'IBM, il était éditeur fondateur et directeur de l'exploitation d'Interactive Age, le magazine qui a contribué à définir le marché interactif, et la première publication à être lancée simultanément sur papier et sur le Web. Martin a écrit plusieurs livres, dont Tough Management, son plus récent ouvrage, ainsi que la fable commerciale Coffee at Luna's.



Peter Guber

ENTREPRENEURSHIP

Fondateur et président du conseil d'administration de Mandalay Entertainment et ancien chef de la direction de Sony Entertainment
Fondateur et président du conseil d'administration de l'entreprise multimédia visionnaire Mandalay Entertainment, Peter Guber est sans doute le dirigeant d'entreprise qui connaît le plus de succès dans l'industrie du divertissement. Les films qu'il a produits, dont Rain Man, The Color Purple et Batman, ont récolté plus de trois milliards de dollars à l'échelle mondiale et plus de 50 mises en nomination à la cérémonie des Oscar. Ancien président du conseil d'administration et chef de la direction de Sony Pictures Entertainment, il a donné un nouveau souffle à cette entreprise en difficulté et a plus que doublé sa part de marché et son chiffre d'affaires annuel.

GESTION DU ST

Loretta LaRoche

La vie est bien plus facile à vivre avec un peu d'humour
Loretta LaRoche mettra en lumière la façon dont nous devenons aigris et dont nous perdons notre sens de l'humour dans un atelier léger et révélateur. Elle nous montrera ensuite comment retrouver notre joie de vivre et nous laisser aller en changeant notre façon de voir les choses, en célébrant la vie et en apprenant à voir la vie avec irrévérence et non avec irritabilité. Nous découvrirons pourquoi nous aigissons comme nous faisons et comment améliorer notre optimisme, notre joie et notre sens de l'humour. Le sens commun, la sagesse et le sens de l'humour de Loretta offrent une perspective de la vie remplie de bons sens qui inspire et motive son auditoire, et le fait rire à gorge déployée. Elle montre comment l'humour contribue à la santé des organisations et de leurs employés, et améliore la productivité en milieu de travail.



Mary Lou Quinlan

MARKETING

Comment vendre aux femmes
Mary Lou Quinlan abat les mythes et présente avec humour et irrévérence des moyens concrets de faire des affaires avec les femmes qui auront des conséquences directes sur vos résultats. Les entrevues personnelles qu'elle a menées auprès d'environ 5 000 femmes mettent au jour leur façon de juger les marques et la publicité, les facteurs qui influencent leur décision d'acheter, leur amour et leur haine de la technologie, les effets du stress sur leur comportement en tant que consommatrices et leurs exigences de service de plus en plus marquées. Elle propose des études de cas sur de grandes entreprises qui ont compris la situation et d'autres qui ne l'ont pas comprise. Elle présente aussi des extraits de sa recherche sur les talk shows qui révèlent des faits importants sur les plus importantes clientes en Amérique du Nord : les FEMMES.

« Une expérience extraordinaire! »

L. Jacques Menard - Chairman of BMO Nesbitt Burns

« L'événement 'The Power Within'...
les Olympiades de la motivation. »

Ottawa Citizen



Stephen J. Dubner

ÉCONOMIE

Freakonomics
Chez Freakonomics, Steven D. Levitt et Stephen J. Dubner se lancent à la découverte de la face cachée de... presque tout : les rouages d'un gang de cracks, la vérité sur les agents d'immobilier, les mythes du financement des campagnes et les signes révélateurs d'un enseignant tricheur. Dubner a été auteur et éditeur du New York Times Magazine de 1994 à 1999. Avant d'entrer au service du Times, Dubner rédigeait des articles sur la criminalité, la politique, les arts et les excentricités urbaines de New York pour New York Magazine.

Appelez dès aujourd'hui au
www.powerwithin.com

1.866.994.2555 EXT. 224

Title Sponsor

Media Partners